

CROISSANCE DURABLE



Mise en garde

Constitution juridique et renseignements généraux

iA Société financière Inc. (« iA Société financière » ou « la société ») est une société à capital-actions constituée le 20 février 2018 sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)*. Au moment de sa constitution, elle était une filiale à part entière de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« iA Assurance ») et n'avait pas d'activités commerciales. Le 1^{er} janvier 2019, le plan d'arrangement antérieurement approuvé par les actionnaires de iA Assurance et entériné par le tribunal, a été complété et mis en place. Par conséquent, le 1^{er} janvier 2019, un certificat d'arrangement a été émis par le Registraire des entreprises et iA Société financière est devenue la société mère du groupe iA détenant la totalité des actions ordinaires de iA Assurance. Jusqu'au 31 décembre 2018, iA Assurance était la société mère du groupe iA. Au terme de l'arrangement, les actions privilégiées et les débentures de iA Assurance émises et en circulation demeurent émises par cette dernière et ont été garanties par iA Société financière, conformément aux modalités de l'arrangement.

iA Société financière est un « émetteur absorbant » de iA Assurance au sens attribué à ce terme dans la réglementation en valeurs mobilières à l'égard des actions ordinaires émises précédemment de iA Assurance. Les valeurs comparatives pour 2018 présentées dans ce rapport de gestion sont donc les mêmes que celles de iA Assurance.

iA Société financière n'est pas régie par la *Loi sur les assureurs (Québec)*. Toutefois, iA Société financière maintiendra la capacité à fournir, si elle estime nécessaire, du capital à iA Assurance afin que celle-ci respecte les exigences de la *Loi sur les assureurs (Québec)* en matière de suffisance du capital. Aux termes d'un engagement, iA Société financière publiera trimestriellement la position de son capital. Une copie de l'engagement (auquel l'Autorité des marchés financiers est intervenante) a été déposée sous les profils SEDAR de iA Société financière et de iA Assurance à l'adresse sedar.com.

iA Société financière est régie par la *Loi concernant L'Industrielle Alliance Compagnie d'Assurance sur le Vie (Québec)* (la « Loi privée 1999 »), telle qu'amendée par la *Loi modifiant la Loi concernant L'Industrielle Alliance Compagnie d'Assurance sur le Vie (Québec)* (la « Loi privée 2018 »), collectivement avec la Loi privée 1999, la « Loi privée ». La Loi privée 1999 a été sanctionnée par l'Assemblée nationale du Québec le 26 novembre 1999 et son amendement, la Loi privée 2018, a été sanctionnée le 15 juin 2018. La Loi privée interdit à toute personne et à celles qui lui sont liées d'acquérir, directement ou indirectement, des actions avec droit de vote de iA Société financière s'il en résulte que cette personne et celles qui lui sont liées détiennent 10 % ou plus des droits de vote rattachés à ces actions. La Loi privée prévoit en outre que, dans le cas où une acquisition est effectuée contrairement à ce qui précède, chacune des personnes au bénéfice de qui les actions sont acquises, ne peut exercer les droits de vote rattachés à la totalité de ses actions tant que cette contravention subsiste. De plus, en vertu de la Loi privée, iA Société financière doit détenir directement, ou indirectement 100 % des actions ordinaires de iA Assurance.

Sauf indication contraire, tous les renseignements présentés dans ce rapport sont établis au 31 décembre 2019 ou pour l'exercice terminé à cette date.

Sauf indication contraire, tous les montants qui paraissent dans ce rapport sont libellés en dollars canadiens. Les renseignements financiers sont présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles s'appliquent aux sociétés d'assurance vie au Canada, et aux exigences comptables prescrites par les autorités réglementaires.

iA Groupe financier est une marque de commerce et un autre nom sous lequel **iA Société financière inc.** et l'**Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.** exercent leurs activités.

Ce rapport est publié en date du 13 février 2020.

Renseignements financiers non conformes aux IFRS

iA Société financière publie ses résultats et ses états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toutefois, la société publie également certaines mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS (non conformes aux IFRS). Une mesure est considérée comme non conforme aux IFRS aux fins de la législation canadienne sur les valeurs mobilières lorsqu'elle est présentée autrement que selon les principes comptables généralement reconnus utilisés pour les états financiers audités de la société. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont souvent accompagnées des mesures financières conformes aux IFRS et comparées avec ces dernières afin d'en établir la concordance. Pour certaines mesures financières non conformes aux IFRS, il n'existe toutefois aucune mesure directement comparable selon les IFRS. La société est d'avis que les mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements additionnels pour mieux comprendre ses résultats financiers et effectuer une meilleure analyse de son potentiel de croissance et de bénéfice, et qu'elles facilitent la comparaison des résultats trimestriels et annuels de ses activités courantes. Comme les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définitions ou de significations normalisées, il est possible qu'elles diffèrent des mesures financières non conformes aux IFRS utilisées par d'autres sociétés et elles ne doivent pas être considérées comme une alternative aux mesures de performance financière déterminées conformément aux IFRS. La société incite fortement les investisseurs à consulter l'intégralité de ses états financiers et de ses autres rapports déposés auprès d'organismes publics, et à ne pas se fier à une mesure financière unique, quelle qu'elle soit.

Les mesures financières non conformes aux IFRS publiées par iA Société financière incluent, sans toutefois s'y limiter : le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires, le bénéfice par action ordinaire (BPA) tiré des activités de base, le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires tiré des activités de base, les ventes, les ventes nettes, l'actif sous gestion (ASG), l'actif sous administration (ASA), les équivalents de primes, les dépôts, les mesures de provenance du bénéfice (le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur, les gains et pertes sur les résultats techniques, le *drain* lié aux nouvelles ventes, les changements d'hypothèses, les mesures prises par la direction et le revenu sur le capital), le capital, le ratio de solvabilité, les sensibilités aux marchés boursiers et aux taux d'intérêt, les prêts émis, les sommes à recevoir et le taux de perte sur prêts autos moyen.

L'analyse de rentabilité selon la provenance du bénéfice présente les sources de bénéfices en conformité avec la ligne directrice émise par le Bureau du surintendant des institutions financières et établie en collaboration avec l'Institut canadien des actuaires. Cette analyse a pour but de compléter la divulgation qu'exigent les IFRS et de permettre aux intervenants actuels et à venir de mieux comprendre la situation financière de la société et de se faire une opinion plus éclairée sur la qualité, la volatilité potentielle et la pérennité des bénéfices. Elle fournit une analyse de l'écart entre le revenu réel et le revenu qui aurait été déclaré si toutes les hypothèses faites au début de la période de déclaration s'étaient concrétisées pendant la période. Elle présente les mesures suivantes : le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur (qui représente la fraction du revenu net consolidé découlant des polices en vigueur au début de la période de déclaration qui devait être réalisée en fonction de la concrétisation des hypothèses de meilleure estimation); les gains et pertes sur les résultats techniques (qui représentent les gains et pertes attribuables à la différence entre les résultats réels au cours de la période de déclaration et les hypothèses de meilleure estimation faites en début de cette même période); le *drain* lié aux nouvelles ventes (qui représente l'effet au point de vente sur le revenu net découlant de la souscription de nouvelles polices au cours de la période); les changements d'hypothèses, les mesures prises par la direction et le revenu sur le capital (qui représente le revenu net gagné à l'égard de l'excédent de la société).

Les ventes sont des mesures non conformes aux IFRS et permettent de mesurer la capacité de la société à générer de nouvelles affaires. Elles sont définies comme étant les entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites au cours de la période. Les primes nettes, qui font partie des produits présentés aux états financiers, incluent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites et celles des contrats en vigueur. L'actif sous gestion et sous administration est une mesure non conforme aux IFRS qui permet de mesurer la capacité de la société à générer des honoraires, en particulier en ce qui touche les fonds de placement et les fonds sous administration. Une analyse des produits par secteurs est présentée à la section « Rentabilité » de ce rapport.

Le bénéfice par action ordinaire tiré des activités de base est une mesure non conforme aux IFRS qui permet de mieux comprendre la capacité de la société à générer des bénéfices renouvelables.

L'estimation faite par la direction du bénéfice par action ordinaire tiré des activités de base exclut : 1) certains éléments, y compris, sans toutefois s'y limiter, les changements d'hypothèses en fin d'année et les gains et pertes d'impôt inhabituels sur le revenu; 2) les gains et pertes découlant des marchés et qui sont liés aux polices d'assurance vie universelle, aux fonds de placement (ratio de frais de gestion) et au programme de couverture dynamique rattaché aux garanties des fonds distincts; 3) les gains et pertes qui excèdent 0,04 \$ par action, sur base trimestrielle, pour le *drain* sur les nouvelles affaires en assurance individuelle, pour les résultats techniques par unité d'exploitation (Assurance individuelle, Gestion de patrimoine individuel, Assurance collective, Épargne et retraite collectives, Affaires américaines et iA Assurance auto et habitation), pour les gains et pertes d'impôt habituels sur le revenu et pour les revenus d'investissements sur le capital.

Énoncés prospectifs

Ce rapport de gestion peut contenir des énoncés qui font référence aux stratégies de iA Société financière ou des énoncés de nature prévisionnelle, qui dépendent d'événements ou de conditions futurs ou y font référence, ou qui comprennent des mots tels que « pourrait » et « devrait », ou des verbes comme « supposer », « s'attendre à », « prévoir », « entendre », « planifier », « croire », « estimer » et « continuer » ou leur forme future (ou leur forme négative), ou encore des mots tels que « objectif » et « but » ou des termes ou des expressions semblables. De tels énoncés constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs comprennent, notamment, dans le présent rapport de gestion, les renseignements concernant les résultats d'exploitation futurs possibles ou présumés. Ils ne constituent pas des faits historiques, mais représentent uniquement les attentes, les estimations et les projections à l'égard d'événements futurs.

Bien que iA Société financière estime que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, ces énoncés comportent des risques et des incertitudes et les lecteurs ne devraient pas s'y fier indûment. Les énoncés prospectifs étant fondés sur des hypothèses ou des facteurs importants, les résultats réels peuvent différer sensiblement des résultats qui y sont exprimés explicitement ou implicitement. Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats prévus sont notamment : la conjoncture commerciale et économique; la concurrence et le regroupement de sociétés; les changements apportés aux lois et aux règlements, y compris aux lois fiscales; les liquidités de iA Société financière, notamment la disponibilité de financement pour respecter les engagements financiers en place aux dates d'échéance prévues lorsqu'il le faut; l'exactitude de l'information reçue de cocontractants et la capacité des cocontractants à respecter leurs engagements; l'exactitude des conventions comptables et des méthodes actuarielles utilisées par iA Société financière, les risques d'assurance, soit le taux de mortalité, le taux de morbidité, la longévité et le comportement des titulaires de polices, notamment l'occurrence de catastrophes naturelles ou imputables à l'homme, de pandémies et d'actes terroristes.

Des renseignements supplémentaires sur des facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions et sur les hypothèses ou les facteurs importants sur lesquels sont fondés les énoncés prospectifs sont présentés à la section « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et à la note « Gestion des risques associés aux instruments financiers » afférente aux *États financiers consolidés audités* de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, et dans les autres documents que iA Société financière a déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, qui peuvent être consultés à l'adresse sedar.com.

Les énoncés prospectifs contenus dans ce rapport de gestion reflètent les attentes de la société à la date du présent document. iA Société financière ne s'engage aucunement à mettre à jour ces énoncés prospectifs ou à en publier une révision afin de tenir compte d'événements ou de circonstances postérieurs à la date du présent rapport de gestion ou afin de tenir compte de la survenance d'événements imprévus, sauf lorsque la loi l'exige.

Documents relatifs aux résultats financiers

Tous les documents relatifs aux résultats financiers de iA Société financière sont disponibles sur le site Internet de iA Groupe financier, à l'adresse ia.ca, sous l'onglet *A propos*, à la section *Relations avec les investisseurs/Rapports financiers*. On peut également obtenir davantage de renseignements sur la société sur le site SEDAR, à l'adresse sedar.com, de même que dans la notice annuelle de iA Société financière et dans celle de iA Assurance, que l'on peut trouver sur le site de iA Groupe financier ou sur le site SEDAR.

Rapport de gestion 2019

4 Faits saillants

7 Analyse par unités d'affaires

- 8 Assurance individuelle
- 9 Gestion de patrimoine individuel
- 10 Assurance collective – Régimes d'employés
- 11 Assurance collective – Services aux concessionnaires
- 12 Assurance collective – Solutions pour les marchés spéciaux
- 13 Épargne et retraite collectives
- 14 Affaires américaines – Assurance individuelle
- 15 Affaires américaines – Services aux concessionnaires
- 16 Assurance auto et habitation

17 Rentabilité

- 17 Analyse selon la provenance du bénéfice
- 19 Analyse selon les résultats financiers

22 Situation financière

- 22 Capitalisation et solvabilité
- 23 Capitaux propres et financement
- 26 Contrôles et procédures
- 26 Autres éléments

28 Placements

- 28 Fonds général
- 32 Fonds de placement (fonds distincts et fonds communs de placement)

33 Gestion des risques

- 33 Principes et responsabilités en matière de gestion des risques
- 34 Catégories de risques

Faits saillants

Encore cette année, la société a enregistré de solides résultats. En effet, le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires a crû de 12 % et le résultat par action (BPA) pour l'année, à 6,40 \$, est nettement supérieur à la limite de la fourchette cible donnée comme indication aux marchés financiers au début de 2019.

La croissance des affaires a été soutenue, alors que les primes et dépôts de 2019 sont supérieurs de 10 % à ceux de 2018 et que l'actif sous gestion et sous administration à la fin de 2019 était supérieur de 12 % à celui du début de l'année.

En décembre 2019, la société s'est engagée à se porter acquéreur de l'entreprise américaine IAS Parent Holdings, Inc. et ses filiales, soit l'un des plus importants fournisseurs indépendants de solutions dans le marché américain des garanties automobiles. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de croissance de la société et lui permettra de devenir un chef de file nord-américain dans le marché des garanties automobiles.

Par ailleurs, la société a terminé l'année avec un ratio de solvabilité bien au-dessus de la fourchette cible, le portefeuille de placements est demeuré de la plus haute qualité et la valeur comptable par action a augmenté de 10 %.

Finalement, la génération organique de capital a été forte en 2019, ce qui a permis à la société notamment d'augmenter de 11 % le dividende payé en 2019 aux actionnaires ordinaires et de procéder au rachat de près de 3 millions d'actions ordinaires dans le cadre de son programme de rachat d'actions.

Rentabilité

La société a dégagé un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 687,4 millions de dollars en 2019, comparativement à un résultat de 612,7 millions de dollars en 2018. Le BPA ordinaire dilué s'élève à 6,40 \$ pour l'année 2019 et se situe ainsi au-dessus de la fourchette cible de 5,75 \$ à 6,15 \$ donnée comme indication aux marchés. Se référer à la section « Rentabilité » du présent rapport de gestion pour davantage d'information sur la rentabilité de l'année 2019.

Croissance des affaires

Les primes et dépôts ont augmenté de 10 % en 2019, si on compare au résultat de 2018, pour totaliser près de 11,4 milliards de dollars. Pour sa part, l'actif sous gestion et sous administration a progressé de 12 % pour atteindre 189,5 milliards de dollars au 31 décembre 2019. Par ailleurs, la progression des ventes a été particulièrement bonne du côté des fonds distincts, dans les divisions des Services aux concessionnaires et des Solutions pour les marchés spéciaux, à l'Épargne et retraite collectives, dans les deux divisions du secteur des Affaires américaines et aussi à la filiale iA Auto et habitation. Se référer aux sections suivantes pour davantage d'information sur la croissance des affaires par secteurs d'activité.

Rentabilité

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	687,4	612,7	12 %
Résultat par action ordinaire (BPA) (dilué)	6,40	5,59	14 %

Actif sous gestion et sous administration

Aux 31 décembre			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Actif sous gestion	100 241,8	89 094,0	13 %
Actif sous administration	89 245,8	79 677,5	12 %
Total	189 487,6	168 771,5	12 %

Primes et dépôts¹

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Assurance individuelle	1 586,5	1 554,4	2 %
Gestion de patrimoine individuel	4 975,0	4 526,4	10 %
Assurance collective	1 788,2	1 789,1	—
Épargne et retraite collectives	2 046,5	1 642,0	25 %
Affaires américaines (US \$) ²	651,1	533,7	22 %
Assurance de dommages	314,2	294,5	7 %
Total	11 361,5	10 340,1	10 %

Ventes par secteurs d'activité³

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Assurance individuelle			
Primes minimales	176,4	173,7	2 %
Primes excédentaires	11,1	17,1	(35 %)
Total	187,5	190,8	(2 %)
Gestion de patrimoine individuel			
Fonds général	545,8	400,6	36 %
Fonds distincts	2 365,5	1 987,9	19 %
Fonds communs de placement	2 063,7	2 137,9	(3 %)
Total	4 975,0	4 526,4	10 %
Assurance collective			
Régimes d'employés	49,1	92,5	(47 %)
Services aux concessionnaires ⁴	1 020,3	962,9	6 %
Solutions pour les marchés spéciaux	273,9	255,6	7 %
Total	1 343,3	1 311,0	2 %
Épargne et retraite collectives	2 073,6	1 666,9	24 %
Affaires américaines ²			
Assurance individuelle (US \$)	99,2	81,3	22 %
Services aux concessionnaires (US \$)	449,2	375,1	20 %
iA Auto et habitation	351,0	322,8	9 %

¹ Les primes et dépôts comprennent toutes les primes perçues par la société pour ses activités d'assurance et de rentes (et qui sont inscrites au fonds général de la société), de même que les sommes perçues relativement aux fonds distincts (qui sont aussi considérées comme des primes) et les dépôts provenant des secteurs de l'Assurance collective et de l'Épargne et retraite collectives ainsi que de fonds communs de placement.

² Depuis le premier trimestre de 2018, la société présente les Affaires américaines en tant que secteur d'activité distinct.

³ Se référer aux textes sur les différents secteurs d'activité pour la définition des ventes.

⁴ Comprend l'assurance crédit, les protections biens et risques divers et les prêts automobiles émis

Solidité financière

À la fin de 2019, le capital de la société s'élevait à près de 7,2 milliards de dollars et le ratio de solvabilité⁵ atteignait 133 % au 31 décembre 2019, comparativement à 126 % un an plus tôt. Ainsi, tout au long de 2019, le ratio de solvabilité est demeuré bien au-dessus de la fourchette cible de 110 % à 116 % retenue comme objectif par la société. La génération organique de capital a été forte en 2019 et a contribué à l'augmentation du ratio de solvabilité de même qu'au rachat de près de 4 millions d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions. On prévoit que la bonne génération organique se poursuive en 2020. Finalement, le ratio de solvabilité diminuera au cours de la première moitié de 2020 en raison d'acquisitions annoncées en décembre 2019 et en janvier 2020. Dans tous les cas, la société vise à conserver un ratio de solvabilité à l'intérieur ou au-dessus de la fourchette cible de 110 % à 116 %.

Le ratio de couverture⁵, qui est calculé en divisant les bénéfices des douze derniers mois (avant impôts et dépenses de financement) par les dépenses de financement, a augmenté en 2019, pour terminer l'année à un niveau relativement élevé, soit à 16,6x. Le ratio d'endettement, qui considère les débetures ainsi que les actions privilégiées, est demeuré relativement stable et s'établissait à 21,9 % au 31 décembre 2019. La société a aussi racheté près de 4 millions de ses actions ordinaires en circulation en 2019, dans le cadre de son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités. La société a d'ailleurs renouvelé cette offre, en novembre 2019.

Pour un commentaire détaillé sur la solidité financière, se référer à la section « Situation financière » du présent rapport de gestion.

Dividendes

En mai 2019, la société a augmenté de 0,4150 \$ à 0,4500 \$ le dividende trimestriel versé par action ordinaire. Ainsi, 1,7650 \$ par action ordinaire a été versé en 2019 comparativement à 1,5900 \$ en 2018, ce qui représente une hausse de 11 %. Le ratio de distribution du dividende pour l'année s'établit à 27 %, à l'intérieur de la fourchette cible de 25 % à 35 % qui avait été donnée comme indication aux marchés au début de 2019. Finalement, lors de la divulgation des résultats du quatrième trimestre de 2019, la société a annoncé une nouvelle augmentation de 8 % de son dividende trimestriel, qui passe à 0,4850 \$ par action ordinaire, payable au cours du premier trimestre de 2020.

Qualité des placements

Le portefeuille de placements de la société est demeuré de la plus haute qualité en 2019. En effet, au 31 décembre 2019, et comme présenté au tableau ci-contre, la proportion des placements douteux nets a continué à diminuer en 2019 et se maintient à un niveau relativement bas, à 0,03 % des placements totaux. De plus, le portefeuille d'obligations ne comporte que 0,87 % de titres cotés BB et moins, le taux de délinquance des prêts hypothécaires a diminué légèrement au cours de l'année, pour atteindre 0,08 %, et le taux d'occupation du parc immobilier est demeuré relativement stable, à 94,0 %. Pour un commentaire détaillé sur les placements, se référer à la section « Placements » du présent rapport de gestion.

Analyse de sensibilité⁶

L'analyse de sensibilité de la société aux variations macroéconomiques a été mise à jour à la fin de l'exercice 2019. Les principaux résultats de cette analyse sont présentés au tableau ci-contre et des explications sur ces résultats sont données à la sous-section « Risque de marché » de la section « Gestion des risques » du présent rapport de gestion.

Solidité financière

(aux 31 décembre)	2019	2018
Ratio de solvabilité	133 %	126 %
Ratio d'endettement	21,9 %	21,5 %
Ratio de couverture	16,6x	14,6x

Dividende

(aux actionnaires ordinaires)	2019	2018
Dividende	1,7650 \$	1,5900 \$

Indices de qualité des placements

(aux 31 décembre)	2019	2018
Placements douteux nets (en millions)	10,9 \$	15,9 \$
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,03 %	0,05 %
Obligations – proportion des titres cotés BB et moins	0,87 %	0,78 %
Prêts hypothécaires – taux de délinquance	0,08 %	0,09 %
Immeubles de placement – taux d'occupation	94,0 %	95,0 %

Analyse de sensibilité⁶

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre	
	2019	2018
Baisse de l'indice S&P/TSX nécessitant un renforcement des provisions mathématiques pour les actions appartenant aux engagements à long terme ⁷	(24 %)	(20 %)
Baisse de l'indice S&P/TSX ⁷ qui ferait diminuer le ratio de solvabilité à 110 %	(91 %)	(65 %)
Incidence sur le résultat net d'une baisse subite de 10 % des marchés boursiers (incidence sur une année)	(31)	(30)
Incidence sur le résultat net d'une baisse de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement initial (IRR)	2	(10)
Incidence sur le résultat net d'une baisse de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement ultime (URR)	(61)	(66)

Acquisitions, cession et structure d'entreprises

Le 4 décembre 2019, la société s'est engagée à se porter acquéreur de l'entreprise américaine IAS Parent Holdings, Inc. et ses filiales (collectivement « IAS »). Le prix d'achat convenu s'élève à 720 millions de dollars américains. IAS œuvre dans le marché américain des garanties automobiles, où elle propose un très vaste portefeuille de garanties automobiles et de services et logiciels connexes vendus par l'entremise d'un des réseaux de distribution les plus larges et les plus diversifiés de l'industrie. La clôture de la transaction, qui est assujettie à l'approbation des autorités réglementaires compétentes, est prévue pour le premier semestre de 2020. L'engagement d'acquisition n'a pas été pris en compte dans les états financiers et pourrait ne pas être exécuté.

Le 1^{er} janvier 2020, iA Assurance et sa filiale L'Excellence, Compagnie d'assurance-vie ont fusionné. La fusion a été comptabilisée à la valeur comptable et n'a eu aucun effet sur les états financiers consolidés.

⁵ Le ratio de solvabilité et le ratio de couverture ne sont pas des mesures IFRS. Se référer à la section « Situation financière » pour plus de détails.

⁶ L'analyse de sensibilité présente des mesures qui n'ont pas d'équivalents IFRS.

⁷ Baisse par rapport aux valeurs réelles de l'indice aux 31 décembre des années indiquées

Le 10 janvier 2020, la société a annoncé l'acquisition de trois entreprises canadiennes spécialisées dans les garanties automobiles : WGI Service Plan Division Inc. et WGI Manufacturing Inc. ainsi que Lubrico Warranty Inc. pour un prix d'achat total de 107 millions de dollars. WGI fabrique et gère des produits de protection chimique pour l'industrie automobile, distribués par l'intermédiaire d'un réseau de concessionnaires indépendants au Canada. Lubrico Warranty vend des garanties automobiles par l'entremise d'un réseau de concessionnaires de véhicules d'occasion situés partout au Canada (excepté au Québec). Aucune cession importante n'est survenue au cours de l'exercice.

Carboneutralité

Depuis plusieurs années, iA Groupe financier est engagé à soutenir la lutte contre les changements climatiques en réduisant de manière proactive son empreinte carbone. Tout en continuant des projets et en maintenant des initiatives visant à réduire à la source ses émissions de gaz à effet de serre (GES), la société a annoncé en décembre son engagement à compenser ses émissions de GES résiduelles par l'achat de crédits carbone. À compter de 2020, l'entreprise devient ainsi carboneutre.

Litige

iA Assurance est impliquée dans un litige avec une tierce partie, Ituna Investment LP (« Ituna »), qui cherchait à utiliser les contrats d'assurance à des fins pour lesquelles ils n'ont pas été conçus. La cause a été entendue par la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan, qui a rendu une décision favorable à la société le 15 mars 2019. La partie adverse en a appelé de cette décision. La Cour d'appel de la Saskatchewan a entendu la cause à la mi-janvier 2020. iA Assurance a toujours considéré que la position de Ituna n'était juridiquement pas fondée et a fait valoir sa position en appel avec conviction. Notons également que les gouvernements de la Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick ont publié de nouveaux règlements qui limitent le montant de primes qu'un assureur peut recevoir ou accepter en tant que dépôt dans les comptes secondaires des contrats d'assurance vie. Ces règlements sont cohérents avec la position de iA Assurance.

Modifications apportées aux méthodes comptables en 2019 et modifications comptables futures

L'International Accounting Standards Board (IASB) a publié plusieurs amendements et nouvelles normes applicables au 1^{er} janvier 2019. Aucun de ces amendements ni aucune de ces normes n'ont eu une incidence sur les états financiers de la société à l'exception de la norme IFRS 16 – *Contrats de location*, qui a donné lieu à la comptabilisation d'actifs au titre du droit d'utilisation pour un montant de 140 millions de dollars ainsi que d'obligations locatives pour un montant de 142 millions de dollars, ce qui a aussi donné lieu à la décomptabilisation d'un passif de 2 millions de dollars. Pour connaître le détail des amendements et des nouvelles normes publiés, se référer à la note 3 des états financiers consolidés de la société intitulée *Modifications de méthodes comptables*. D'autre part, rappelons que le 14 novembre 2018, l'IASB a décidé de proposer de prolonger l'approche du report, qui permet une exemption temporaire facultative de l'adoption de la norme IFRS 9 – *Instruments financiers* jusqu'au 1^{er} janvier 2022 pour les entités dont l'activité prédominante consiste à émettre des contrats qui entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 4 – *Contrats d'assurance*. Cette décision est assujettie à une consultation publique présentement en cours. Finalement, la société poursuit ses travaux relatifs à la mise en application de la norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance*, dont la date d'application prévue est le 1^{er} janvier 2022. La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers.

Perspectives pour 2020

Les principales indications aux marchés pour l'année à venir sont présentées au tableau ci-dessous.

L'augmentation du rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (*ROE*) est un objectif important pour la société. Ainsi l'augmentation de la fourchette cible pour le *ROE* de 2020 est positif et le reflet du succès d'initiatives récentes visant la croissance de la rentabilité.

Par ailleurs, au cours de la dernière Journée des investisseurs tenue en juin 2018, la société a confirmé son objectif de faire croître son bénéfice par action (*BPA*) d'au moins 10 % en moyenne annuellement jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle norme comptable IFRS 17. Conformément à cet objectif, le milieu de la fourchette cible donnée comme indication aux marchés financiers pour le *BPA* a été augmenté de 10 % en 2019 et est augmenté de 11 % pour 2020.

La croissance du *BPA* en 2020 devrait provenir en bonne partie de la croissance organique, soit de la croissance normale du bénéfice anticipé sur les affaires en vigueur, d'initiatives pour améliorer la rentabilité dans tous les secteurs d'activité et d'initiatives pour profiter pleinement du réseau de distribution pancanadien de la société en assurance et en gestion de patrimoine. De plus, les acquisitions des dernières années contribueront à la croissance du *BPA*.

La diminution de la cible pour le *drain* sur les nouvelles ventes confirme une amélioration soutenue de cette mesure depuis plusieurs années.

Notons que l'indication donnée pour le taux d'impôt effectif en 2020 demeure inchangée, tout comme la fourchette cible pour le ratio de solvabilité et la fourchette cible pour le ratio de distribution du dividende.

Par ailleurs, le bilan demeure solide et la société possède des protections et des ressources pour s'ajuster aux variations macroéconomiques. Elle bénéficie aussi d'une flexibilité financière qui lui donne les moyens de ses ambitions, soit notamment de croître organiquement et de procéder à des acquisitions.

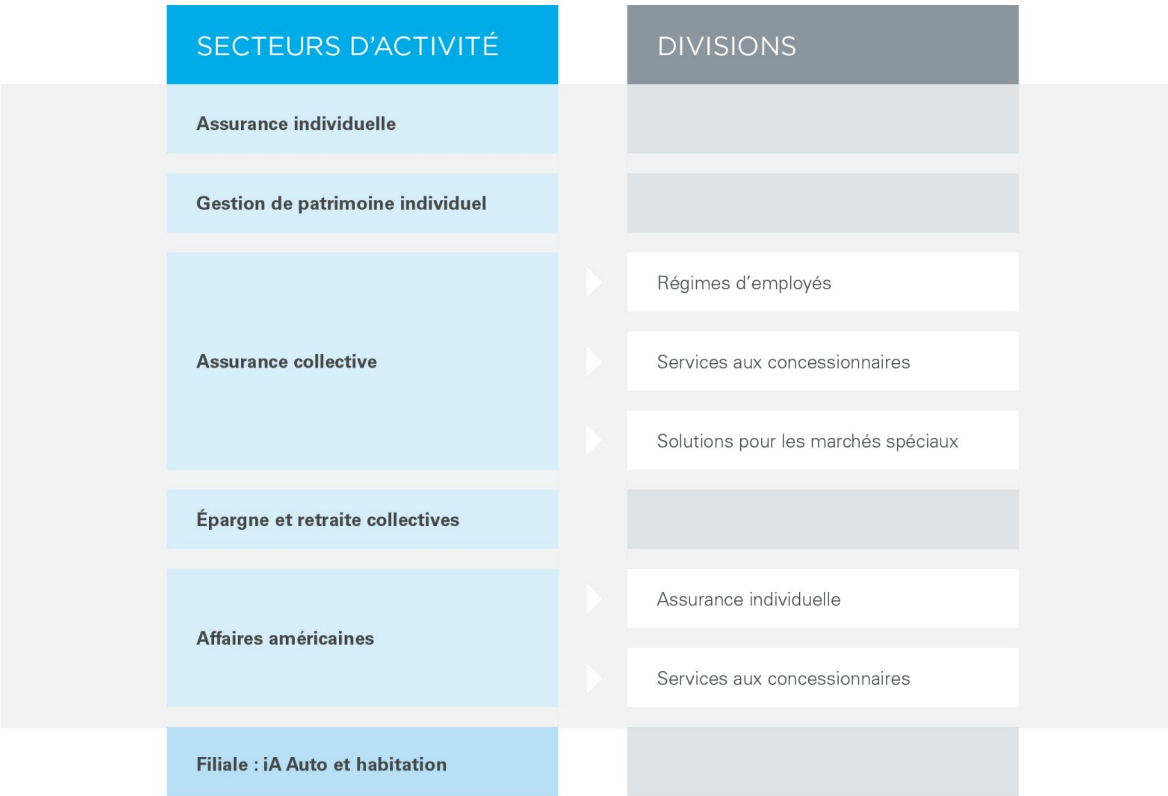
Indications aux marchés⁸

	2020	2019
Bénéfice par action ordinaire ⁸	6,30 \$ à 6,90 \$	5,75 \$ à 6,15 \$
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires ⁸	11,5 % à 13,0 %	11,0 % à 12,5 %
Taux d'impôt effectif	20 % à 22 %	20 % à 22 %
Ratio de solvabilité	110 % à 116 %	110 % à 116 %
<i>Drain</i> sur les nouvelles ventes	3 % (fourchette trimestrielle de -5 % à 10 %)	6 % (fourchette trimestrielle de 0 % à 15 %)
Ratio de distribution du dividende	25 % à 35 % (milieu de la fourchette)	25 % à 35 % (milieu de la fourchette)

⁸ Les indications pour le bénéfice par action ordinaire et le rendement des capitaux propres excluent les frais d'intégration en lien avec les récentes acquisitions, estimés à 0,15 \$ BPA en 2020 et à 0,10 \$ BPA en 2021, de même que l'impact potentiel de la révision des hypothèses de fin d'année.



ANALYSE
PAR UNITÉS
D'AFFAIRES



Assurance individuelle

Le secteur de l'Assurance individuelle offre une gamme étendue de protections d'assurance par l'intermédiaire de son important réseau de distribution.

La société apporte continuellement des améliorations à son offre de produits afin de bien répondre aux besoins changeants de la clientèle tout en demeurant hautement compétitive. Ainsi, en 2019, la société a amélioré le positionnement de sa gamme de produits temporaires en abaissant les primes, tout en maintenant sa position de chef de file dans le marché de l'assurance à émission simplifiée grâce à une mise à jour du produit Accès Vie. Elle a également étendu la souscription instantanée au point de vente pour des protections pouvant aller jusqu'à 1 million de dollars, inclusivement, pour tous les produits d'assurance vie à tarification régulière.

Dans la poursuite d'expériences conseiller et client de haut niveau, le secteur a déployé en 2019 des efforts pour améliorer les outils numériques de vente destinés aux représentants. À titre d'exemple, l'outil d'illustration pour les produits d'assurance vie a été retravaillé pour offrir aux clients et aux représentants une expérience simplifiée et efficiente.

Notons finalement que la société a annoncé à l'automne 2019 la fusion de L'Excellence, Compagnie d'assurance-vie avec iA Assurance. Cette fusion, en vigueur le 1^{er} janvier 2020, permettra notamment d'accroître l'efficacité opérationnelle et sera transparente pour la clientèle existante.

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Ventes ⁹			
Primes minimales ¹⁰	176,4	173,7	2 %
Primes excédentaires ¹⁰	11,1	17,1	(35 %)
Total	187,5	190,8	(2 %)
Primes nettes	1 586,5	1 554,4	2 %

Les primes nettes ont totalisé 1 586,5 millions de dollars en 2019 et sont ainsi supérieures de 2 % à celles de 2018. Notons que les primes constituent le principal facteur de progression du bénéfice à long terme du secteur.

Pour leur part, les ventes totales en 2019 se sont chiffrées à 187,5 millions de dollars. La légère diminution des ventes par rapport à 2018 s'explique par la baisse des primes excédentaires. En effet, les ventes de 2019 en termes de primes minimales sont supérieures à celles de 2018.

Au chapitre de l'industrie, selon les données canadiennes des neuf premiers mois de l'année 2019 publiées par LIMRA, iA Groupe financier se classe :

- en première position pour le nombre de polices d'assurance individuelle (assurances vie, maladie grave et invalidité combinées) souscrite et en quatrième position en termes de ventes, avec une part de marché de 9 %;
- en deuxième position pour les ventes d'assurance maladie grave, avec une part de marché de 25 %;
- en deuxième position pour les produits d'assurance invalidité, avec 14 % des ventes.

La répartition des ventes par types de produits n'a que légèrement varié en 2019.

Finalement, de par sa filiale PPI Management, la société est un chef de file en courtage d'assurance au Canada. De plus, notons qu'en 2019, le réseau Carrière a enregistré une très bonne performance.

Priorités d'affaires

- Capitaliser sur la force et la diversité de nos réseaux de distribution
- Bâtir et optimiser l'expérience numérique du conseiller et celle du client

Produits et services

- Assurance vie (universelle, permanente et temporaire)
- Assurance maladie grave
- Assurance invalidité de courte et de longue durées
- Assurance hypothécaire
- Assurance décès ou mutilation accidentels (DMA)
- Assurance crédit (vie et invalidité)
- Assurance voyage

Émetteurs et filiales

- iA Assurance
- PPI Management
- Invisor Insurance Services
- Michel Rhéaume et associés

Réseaux affiliés et de distribution

- Réseau Carrière (iA) (1 925 représentants)
- Réseau Agents généraux (13 700 représentants)
- Réseau Comptes nationaux (590 représentants)
- Réseau de représentants de PPI Management (5 000 représentants)
- Réseau de représentants de Michel Rhéaume et associés

⁹ Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Les ventes correspondent aux entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites et elles servent à mesurer la capacité de la société à générer des nouvelles affaires. Dans le secteur de l'Assurance individuelle, les ventes sont définies comme étant les primes annualisées de première année. Les primes nettes présentées aux états financiers consolidés incluent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites et celles des contrats en vigueur et sont diminuées des primes cédées en réassurance.

¹⁰ La prime minimale constitue la portion de la prime qui sert à couvrir les risques d'assurance d'un contrat d'assurance individuelle et est une mesure importante de la performance du secteur. La prime excédentaire constitue la portion de la prime allouée à l'épargne excédentaire. La possibilité de verser une prime excédentaire n'est offerte que pour les produits d'assurance vie universelle.

Gestion de patrimoine individuel

Dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel, la société offre une vaste gamme de produits d'épargne et de retraite. Elle est notamment un chef de file canadien dans le développement et la distribution de fonds distincts. Quant à Placements iA Clarington, une filiale de la société, elle offre une gamme complète de fonds communs de placement et est l'une des principales sociétés de gestion de placements au Canada.

Les produits offerts peuvent être souscrits à l'intérieur de régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER), de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE), de comptes d'épargne libre d'impôt (CELI), de fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR) ou de régimes non enregistrés.

Le secteur possède aussi trois filiales de distribution, soit FundEX Investments, Industrielle Alliance Valeurs mobilières et Investia Services financiers, qui œuvrent dans le courtage en fonds communs de placement et en valeurs mobilières.

Priorités d'affaires

- Développer des solutions innovatrices pour le marché de la retraite
- Continuer de progresser en offrant davantage d'outils numériques pour les conseillers et les clients

Produits et services

- Fonds distincts
- Fonds communs de placement
- Valeurs mobilières
- Rentes viagères et rentes à terme fixe
- Régimes enregistrés d'épargne et de décaissement (REER, REEE, CELI et FERR)
- Conseil en placement
- Gestion privée de patrimoine

Émetteurs et filiales

- iA Assurance
- iA Clarington
- FundEX Investments
- Industrielle Alliance Valeurs mobilières
- Investia Services financiers
- iA Fiducie
- iA Gestion de placements
- iA Conseil en placement
- Invisor Investment Management
- Forstrong, gestion mondiale d'actifs

Réseaux affiliés et de distribution

- Réseau Carrière (iA) (1 925 représentants)
- Réseau, Agents généraux (13 700 représentants)
- Réseau Comptes nationaux (590 représentants)
- PPI Management (5 000 représentants)
- Distributeurs affiliés (FundEX, iAVM et Investia) (3 135 représentants)

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Ventes brutes¹¹			
Fonds général	545,8	400,6	36 %
Fonds distincts	2 365,5	1 987,9	19 %
Fonds communs de placement	2 063,7	2 137,9	(3 %)
Total	4 975,0	4 526,4	10 %
Ventes nettes			
Fonds distincts	662,8	422,3	57 %
Fonds communs de placement	(407,6)	(157,6)	n. s.*
Total	255,2	264,7	(4 %)

* Non significatif

Les ventes brutes totalisent près de 5,0 milliards de dollars pour 2019, ce qui représente une hausse de 10 % par rapport à 2018. Par catégories de produits, notons que les ventes de produits à rendement garanti, que l'on retrouve dans le fonds général de iA Assurance, ont augmenté de 36 %, reflet d'un positionnement compétitif et de la popularité du compte d'épargne à intérêt élevé lancé au mois de juin 2019. Ce produit offre notamment aux clients la simplicité d'avoir tous leurs placements (fonds distincts, fonds à intérêt garanti et compte d'épargne à intérêt élevé) regroupés dans un même contrat.

Pour leur part, les ventes brutes de fonds distincts ont atteint un nouveau sommet historique en raison d'une croissance de 19 % par rapport à 2018. Le succès de la stratégie de distribution explique en partie ce bon résultat. La société a continué d'occuper le premier rang au Canada au chapitre des ventes nettes de fonds distincts en 2019 et le troisième en termes d'actif¹².

Par ailleurs, les ventes de fonds communs de placement ont connu un léger recul par rapport à 2018 et le secteur a enregistré des sorties nettes de fonds.

L'actif total du secteur s'élevait à plus de 122,4 milliards de dollars à la fin de 2019, en hausse de 12 % par rapport à la fin de l'année précédente, ce qui s'explique principalement par l'appréciation des marchés financiers. La croissance de l'actif sous gestion, tributaire des ventes brutes, du taux de conservation des affaires en vigueur et du rendement de l'actif, est le principal facteur de progression du bénéfice à long terme du secteur.

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Fonds sous gestion			
Fonds général	1 807,5	1 531,9	18 %
Fonds distincts	16 391,9	13 993,5	17 %
Fonds communs de placement	11 594,2	10 832,8	7 %
Autres ¹³	4 509,0	4 173,6	8 %
Sous-total	34 302,6	30 531,8	12 %
Fonds sous administration¹⁴	88 142,1	78 414,1	12 %
Total	122 444,7	108 945,9	12 %

¹¹ Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Les ventes correspondent aux entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites et elles servent à mesurer la capacité de la société à générer des nouvelles affaires. Dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel, le total des ventes (ou ventes brutes) des produits du fonds général et des fonds distincts correspond aux primes nettes présentées aux états financiers consolidés. En ce qui concerne les fonds communs de placement, les ventes sont définies comme étant les dépôts.

¹² Source : Investor Economics

¹³ Notons que la catégorie « Autres » de l'actif sous gestion comprend notamment les actifs provenant des activités de la société dans le domaine de la gestion privée.

¹⁴ Comprend les actifs liés aux filiales de distribution

Assurance collective

Régimes d'employés

La division des Régimes d'employés distribue une gamme variée de produits d'assurance collective destinés aux entreprises et aux groupes. Elle compte plus de 530 employés, possède des ententes avec quelque 950 groupes et sert plus de 525 000 participants.

La division offre de nombreux services et outils technologiques destinés aux administrateurs de régimes, aux participants et aux conseillers en avantages sociaux. Ces services et outils visent une gestion efficace des régimes tout en encourageant la santé et le mieux-être des assurés. Ils comprennent notamment : un programme de gestion de l'invalidité, un programme de gestion des médicaments (PharmAssist), un programme de santé et mieux-être (Équilibre en main). Relayés par l'Espace client et par l'application iA Mobile, nos services et outils visent à procurer une expérience client omnicanal en constante évolution.

Parmi les efforts déployés en 2019 par la division pour améliorer sa compétitivité, mentionnons : le lancement de xConnect, une solution d'échange automatisé de données entre les systèmes de ressources humaines des clients et les systèmes de iA Groupe financier, un nouveau processus d'adhésion libre-service en ligne pour les régimes flexibles et l'ajout de fonctionnalités dans l'application iA Mobile.

Priorités d'affaires

- Accélérer la croissance des ventes
- Standardiser partout au Canada le niveau de service offert aux promoteurs de régimes
- Soutenir la croissance par des processus administratifs efficaces
- Renforcer les outils numériques de gestion globale des avantages sociaux

Produits et services

- Assurance vie et maladie, décès ou mutilation accidentels (DMA), soins dentaires, invalidité de courte et de longue durées, maladie grave et soins à domicile
- Garanties facultatives (assurance vie DMA et maladie grave)
- Assurance médicale à l'extérieur du Canada

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Ventes ¹⁵	49,1	92,5	(47 %)
Primes	985,7	981,6	—
Équivalents de primes ¹⁶	70,9	66,6	6 %
Contrats d'investissement ¹⁷	78,8	110,9	(29 %)
Total	1 135,4	1 159,1	(2 %)

Au total, les primes, les équivalents de primes et les dépôts aux contrats d'investissement de la division ont atteint 1 135,4 millions de dollars en 2019, ce qui représente une diminution de 2 % par rapport à 2018. Cela s'explique par de nouvelles ventes inférieures à celles de 2018. Toutefois, les revenus de primes sont demeurés relativement stables par rapport à l'année dernière.

En termes de ventes par régions, en 2019, notons que la majorité des ventes ont été réalisées au Québec, alors que l'Ontario avait enregistré la majorité des ventes en 2018.

Pour les neuf premiers mois de 2019, et dans le marché des entreprises de 100 à 4 999 employés, soit le marché qui se rapproche le plus du marché cible de la division, les ventes de l'industrie¹⁸ ont augmenté de 7,8 %. iA Groupe financier se situe au huitième rang, avec 3,4 % des ventes du marché.

Émetteurs et filiales

- iA Assurance

Réseaux affiliés et de distribution

- Courtiers spécialisés
- Cabinets d'actuaire-conseils

¹⁵ Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Les ventes correspondent aux entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites et elles servent à mesurer la capacité de la société à générer des nouvelles affaires. Dans la division des Régimes d'employés, les ventes sont définies comme étant les primes annualisées de première année, comprenant les équivalents de primes (régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA)). Les primes nettes présentées aux états financiers consolidés sont nettes de réassurance et incluent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites et celles des contrats en vigueur. Les primes nettes de la division des Régimes d'employés sont comprises dans les primes nettes du secteur de l'Assurance collective avec celles de deux autres divisions, soit les Services aux concessionnaires et les Solutions pour les marchés spéciaux.

¹⁶ Les équivalents de primes correspondent aux revenus qui proviennent des régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA).

¹⁷ Primes à couvert de responsabilité

¹⁸ Source : LIMRA

Assurance collective

Services aux concessionnaires

Les Services aux concessionnaires distribuent des produits d'assurance crédit (vie, invalidité et maladie grave), de financement pour l'achat d'un véhicule ainsi que d'assurance biens et risques divers. Cette dernière catégorie de produits comprend des garanties prolongées, des garanties de remplacement, des garanties de protection d'actif et une gamme complète de produits d'assurance auxiliaire.

La division emploie près de 600 personnes, assure plus de 750 000 personnes et 650 000 véhicules et compte plus de 34 500 prêts automobiles en cours. Ses produits sont commercialisés par un réseau de distribution directe d'un bout à l'autre du Canada, qui regroupe plus de 5 000 concessionnaires d'automobiles et autres fournisseurs de véhicules. Les distributeurs demandent un « guichet unique » pour leurs besoins après-vente et iA Groupe financier compte parmi les seuls fournisseurs qui peuvent répondre à cette demande.

Priorités d'affaires

- Établir des ententes avec de nouveaux concessionnaires
- Conclure des partenariats avec des fabricants d'équipement d'origine
- Améliorer l'expérience des concessionnaires grâce à de nouvelles initiatives numériques
- Soutenir la croissance par des acquisitions stratégiques

Produits et services

- Assurance crédit
- Produits d'assurance biens et risques divers
- Prêts automobiles

Émetteurs et filiales

- iA Assurance
- SAL Marketing
- Les Garanties Nationales MRWV
- Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'assurances générales
- iA Financement auto
- iA Avantages, Cabinet d'assurances

Réseaux affiliés et de distribution

- Distribution directe par l'entremise de concessionnaires d'automobiles et d'autres fournisseurs de véhicules (5 350 concessionnaires)
- Fabricants d'équipement
- Partenariats privilégiés

Croissance des affaires

Les ventes des Services aux concessionnaires ont totalisé 1 020,3 millions de dollars en 2019, ce qui représente une croissance de 6 % si on compare à l'année précédente. Les affaires liées aux prêts automobiles progressent à bon rythme, et la division ne cesse d'accroître sa présence partout au Canada par l'entremise d'ententes signées avec d'importants groupes de concessionnaires et de constructeurs d'automobiles.

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Ventes ¹⁹			
Assurance crédit ²⁰	328,7	374,2	(12 %)
Assurance biens et risques divers	253,4	242,2	5 %
Prêts automobiles	438,2	346,5	26 %
Total	1 020,3	962,9	6 %

Assurance crédit

Les ventes en assurance crédit ont atteint 328,7 millions de dollars en 2019, ce qui représente une diminution par rapport à 2018. Cette variation découle en partie de la baisse des ventes enregistrée en 2019 dans l'industrie canadienne des véhicules légers, alors que les ventes ont été inférieures de 3,6 %²¹ à celles de 2018, et de nouvelles préférences des consommateurs pour des produits d'assurance biens et risques divers.

Produits d'assurance biens et risques divers

Les ventes de produits d'assurance biens et risques divers ont augmenté de 5 % en 2019, si on compare à 2018, pour atteindre 253,4 millions de dollars, et ce, en dépit de la baisse des ventes de véhicules légers au Canada. De nouveaux produits et l'attraction des consommateurs pour les produits d'assurance biens et risques divers ont principalement contribué à la croissance des ventes.

Prêts automobiles

L'émission de prêts automobiles à taux non préférentiels a connu une forte progression en 2019 et a totalisé 438,2 millions de dollars, ce qui équivaut à une croissance de 26 % par rapport à 2018. L'augmentation s'explique par les bases solides dont tire avantage la division dans le marché en pleine expansion des prêts à taux non préférentiels. Notons aussi qu'un programme de subvention lancé avec un important manufacturier automobile en 2019 a contribué à cette croissance.

Acquisition

Le 10 janvier 2020, la société a annoncé l'acquisition de trois entreprises canadiennes spécialisées dans les garanties automobiles : WGI Service Plan division Inc. et WGI Manufacturing Inc. ainsi que Lubrico Warranty Inc. WGI fabrique et gère des produits de protection chimique pour l'industrie automobile et Lubrico Warranty vend des garanties automobiles par l'entremise d'un réseau de concessionnaires de véhicules d'occasion.

¹⁹ Les ventes ne sont pas une mesure IFRS. Elles sont définies comme étant les entrées de fonds liées aux nouvelles affaires durant la période. Elles mesurent la capacité de la société à générer de nouvelles affaires. Les ventes sont définies comme étant les primes avant réassurance et annulations pour l'assurance crédit et comme étant les primes directes souscrites (avant réassurance) pour l'assurance biens et risques divers. Les primes nettes de la division des Services aux concessionnaires sont comprises dans les primes nettes du secteur de l'Assurance collective avec celles des deux autres divisions, soit les Régimes d'employés et les Solutions pour les marchés spéciaux. Pour les prêts automobiles, les ventes sont définies comme étant les émissions de prêts provenant des affaires liées aux prêts automobiles.

²⁰ Inclut toutes les affaires d'assurance crédit souscrites auprès de la société

²¹ Source : DesRosiers Automotive Consultants Inc., Information pour l'année – décembre 2019

Assurance collective

Solutions pour les marchés spéciaux

Les Solutions pour les marchés spéciaux se spécialisent dans certains créneaux de marché qui sont moins bien servis par les assureurs traditionnels. La division offre principalement de l'assurance en cas de décès ou de mutilation accidentels (DMA), de l'assurance maladie grave, de l'assurance invalidité et d'autres produits d'assurance spécialisés (destinés aux employeurs et aux associations), ainsi que de l'assurance voyage et maladie (par l'entremise de partenaires de distribution) et de l'assurance vie temporaire (destinée aux anciens étudiants et à d'autres groupes d'affinités).

La division des Solutions pour les marchés spéciaux possède des ententes avec près de 4 000 groupes et associations.

Priorités d'affaires

- Accélérer la croissance des ventes
- Standardiser partout au Canada le niveau de service offert aux promoteurs de régimes
- Soutenir la croissance par des processus administratifs efficaces
- Renforcer les outils numériques de gestion globale des avantages sociaux

Produits et services

- Assurance en cas de décès ou de mutilation accidentels (DMA), maladie grave, invalidité et autres produits d'assurance spécialisés
- Assurance voyage et maladie
- Assurance vie temporaire

Émetteurs et filiales

- iA Assurance

Réseaux affiliés et de distribution

- Partenaires de distribution
- Courtiers d'assurance spécialisés

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Ventes (primes brutes) ²²	273,9	255,6	7 %
Ventes nettes ²³	256,2	239,5	7 %

Les ventes dans la division des Solutions pour les marchés spéciaux ont atteint 273,9 millions de dollars en 2019, ce qui représente une croissance de 7 % par rapport à 2018. La division a enregistré une très bonne croissance des ventes en assurance vie, en assurance maladie grave et en assurance médicale, de même que du côté des programmes pour étudiants.

Les ventes nettes, définies dans la division comme étant les primes brutes nettes de réassurance, ont également enregistré une croissance de 7 % en 2019.

Tout au long de 2019, la division est demeurée active dans ses efforts pour maintenir un avantage concurrentiel dans le marché des risques spéciaux. La division a notamment continué à améliorer ses produits et à apporter de nouvelles fonctionnalités pour ses interactions en ligne avec les clients, tout en créant davantage d'occasions de synergie avec la division des Régimes d'employés de la société.

²² Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Les ventes (primes brutes) sont avant réassurance.

²³ Les ventes nettes dans la division des Solutions pour les marchés spéciaux sont l'équivalent des primes nettes (une mesure IFRS). Les primes nettes de la division sont incluses dans les primes nettes du secteur de l'Assurance collective avec celles des deux autres divisions, soit les Régimes d'employés et les Services aux concessionnaires.

Épargne et retraite collectives

Le secteur de l'Épargne et retraite collectives offre une vaste gamme de produits et de services adaptés aux besoins des entreprises et de leurs employés. Les produits offerts peuvent être regroupés en deux catégories : les produits d'accumulation (produits d'épargne, tels les régimes à cotisation déterminée ou à prestations déterminées, et les services de gestion institutionnelle) et les produits de décaissement (essentiellement les rentes assurées).

Les produits sont mis en marché partout au Canada par l'entremise de courtiers spécialisés et de cabinets d'actuaire-conseils.

Le secteur compte environ 200 employés, a signé des ententes avec près de 10 000 groupes et sert près de 400 000 participants. Il possède des bureaux régionaux à Halifax, Québec, Montréal, Toronto, Calgary et Vancouver.

Parmi les efforts déployés en 2019 par le secteur pour améliorer sa compétitivité, mentionnons le lancement de xConnect, une solution d'échange automatisé de données entre les systèmes de ressources humaines des clients et les systèmes de iA Groupe financier, ainsi que de nouvelles fonctionnalités dans l'application iA Mobile pour les participants des régimes d'épargne et retraite collectives.

Priorités d'affaires

- Accélérer la croissance des ventes
- Standardiser partout au Canada le niveau de service offert aux promoteurs de régimes
- Soutenir la croissance par des processus administratifs efficaces
- Renforcer les outils numériques de gestion globale des avantages sociaux

Produits et services

- Produits d'accumulation de capital
- Produits de décaissement

Émetteurs et filiales

- iA Assurance

Réseaux affiliés et de distribution

- Courtiers spécialisés
- Cabinets d'actuaire-conseils

Croissance des affaires

Le secteur termine l'année 2019 avec des primes supérieures de 24 % à celles de 2018.

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Primes (ventes)²⁴			
Produits d'accumulation			
Primes récurrentes	1 057,3	951,0	11 %
Transferts	342,7	450,4	(24 %)
Équivalents de primes	46,0	47,1	(2 %)
Total partiel	1 446,0	1 448,5	—
Rentes assurées	627,6	218,4	187 %
Total	2 073,6	1 666,9	24 %
Ventes de nouveaux régimes²⁵	642,0	475,7	35 %

Produits d'accumulation

Les primes récurrentes des produits d'accumulation constituent un élément clé de la stratégie du secteur, car elles représentent le développement durable des affaires. Elles correspondent aux cotisations régulières des participants qui sont perçues auprès de la clientèle des groupes en vigueur. Les primes récurrentes de 2019 ont été supérieures de 11 % à celles de 2018. D'autre part, les ventes de nouveaux régimes permettent d'accélérer la croissance des cotisations et ont enregistré une hausse de 35 % par rapport 2018.

Produits d'accumulation – Entrées nettes de fonds²⁶

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Entrées	1 050,1	1 020,0	3 %
Sorties	755,8	515,3	47 %
Entrées nettes	294,3	504,7	(42 %)

Les entrées nettes de fonds demeurent positives pour 2019, bien qu'inférieures à celles de 2018.

Rentes assurées

Dans le segment des rentes assurées, l'année s'est terminée avec des ventes de 627,6 millions de dollars, ce qui représente une croissance de 187 % par rapport à 2018.

Fonds sous gestion

	Aux 31 décembre		
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Produits d'accumulation	12 573,5	10 868,6	16 %
Rentes assurées	3 929,2	3 246,1	21 %
Total	16 502,7	14 114,7	17 %

L'actif des fonds sous gestion a clôturé l'année 2019 à plus de 16,5 milliards de dollars. La croissance a été stimulée par les nouvelles ventes de produits d'accumulation et de rentes assurées ainsi que par l'impact positif de la variation des marchés financiers. L'accroissement de l'actif sous gestion est le principal facteur de croissance du bénéfice à long terme du secteur.

²⁴ Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Les ventes correspondent aux entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites et elles servent à mesurer la capacité de la société à générer des nouvelles affaires. Dans le secteur de l'Épargne et retraite collectives, les ventes comprennent les primes brutes (avant réassurance) et les équivalents de primes, ou dépôts. Les primes nettes présentées aux états financiers consolidés sont après réassurance et excluent les équivalents de primes.

²⁵ La souscription des nouveaux régimes est mesurée par les primes annualisées de première année, qui correspondent à la somme du transfert d'actif initial et des primes récurrentes annualisées de première année.

²⁶ Les entrées nettes de fonds ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Dans le secteur de l'Épargne et retraite collectives, les entrées nettes de fonds sont une mesure utile, car elles permettent de comprendre de façon plus précise d'où provient la croissance de l'actif sous gestion. L'évolution de l'actif sous gestion est une donnée importante, car elle détermine le niveau des honoraires de gestion comptabilisés aux états financiers consolidés, au poste « Autres produits ».

Affaires américaines

Assurance individuelle

iA American Life Insurance Company et quatre autres filiales qui lui sont rattachées sont situées à Waco, au Texas, et représentent le point d'ancrage des activités d'assurance individuelle de iA Groupe financier aux États-Unis.

Le groupe de compagnies de iA American commercialise ses produits d'assurance vie par l'entremise d'agences de marketing indépendantes qui, au total, comptent plus de 15 000 représentants indépendants liés au Groupe par contrat.

Les différentes compagnies exercent principalement leurs activités dans le marché de l'assurance à émission simplifiée. Les protections couvrant les frais funéraires ainsi que les protections d'assurance vie temporaire pour le marché des prêts hypothécaires et celui des familles y ont représenté tout près de 85 % des nouvelles ventes en 2019. Les compagnies proposent également de l'assurance vie universelle et d'autres produits d'assurance spécialisés dans les marchés des familles et gouvernementaux. Elles peuvent par ailleurs adapter leurs produits pour des agences de marketing indépendantes, une flexibilité qui a joué un rôle clé dans leur succès.

Les améliorations numériques visant à améliorer et à simplifier le processus de vente, tant pour le représentant que pour le client, ont été un élément important dans la capacité des compagnies de faire concurrence à leurs pairs. Un moteur de tarification automatisé a été introduit en début d'année 2019 pour les produits d'assurance frais funéraires. La plateforme à laquelle est rattaché ce moteur de tarification automatisé simplifie et accélère grandement le processus de vente et une grande proportion des ventes d'assurance frais funéraires ont été souscrites par l'entremise de cette plateforme en 2019.

Priorités d'affaires

- Augmenter la capacité de distribution
- Améliorer l'expérience représentant et l'expérience client à l'aide du numérique
- Développer encore davantage l'automatisation du processus de tarification

Produits et services

- Assurance vie (universelle, permanente et temporaire)
- Assurance maladie grave
- Assurance invalidité de courte durée
- Assurance décès par accident
- Rentes
- Assurance vie collective

Croissance des affaires

(En millions de dollars américains, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Ventes ²⁷	99,2	81,3	22 %
Primes	305,3	268,5	14 %

Les ventes d'assurance vie aux États-Unis totalisent 99,2 millions de dollars américains pour l'année 2019, ce qui représente une croissance de 22 % par rapport à l'année précédente. Cette progression découle à la fois de taux de croissance élevés enregistrés par plusieurs des principales agences de marketing indépendantes et d'importantes contributions venant d'agences avec lesquelles la division a nouvellement conclu des contrats. Notons que le moteur de tarification automatisé a eu une incidence très positive sur les ventes d'assurance frais funéraires en 2019.

Le nombre de polices émises en 2019 a augmenté de 19 %, si on compare à l'année précédente, ce qui a grandement contribué aux primes totales enregistrées. Les primes totales ont atteint 305,3 millions de dollars américains en 2019, ce qui représente une croissance de 14 % par rapport à 2018.

La composition des ventes par produits est relativement constante et a très peu varié en 2019. Le pourcentage de ventes d'assurance vie entière a augmenté, de 73 % en 2018 à 75 % en 2019, une augmentation principalement attribuable à la croissance des affaires en assurance frais funéraires.

La composition des ventes par types de marchés change également très peu d'une année à l'autre. Le marché de l'assurance couvrant les frais funéraires a connu une croissance en 2019. Les ventes dans ce marché ont compté pour 61 % des ventes totales de l'année, comparativement à 59 % en 2018. Cette augmentation découle du changement dans le processus de tarification en assurance frais funéraires introduit en cours d'année 2019.

Émetteurs et filiales

- iA American Life Insurance Company
- American-Amicable Life Insurance Company of Texas
- Occidental Life Insurance Company of North Carolina
- Pioneer American Insurance Company
- Pioneer Security Life Insurance Company

Réseaux affiliés et de distribution

- Agences de marketing indépendantes (15 065 représentants)

²⁷ Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Dans la division de l'Assurance individuelle du secteur des Affaires américaines, les ventes sont définies comme étant les primes annualisées de première année. Les primes présentées aux états financiers consolidés incluent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites et celles des contrats en vigueur.

Affaires américaines

Services aux concessionnaires

En janvier 2018, iA Groupe financier a conclu l'acquisition de Dealers Assurance Company et de Southwest Reinsurance Inc. Cette acquisition a permis à la société de consolider sa présence aux États-Unis.

Depuis 2019, les activités de iA Groupe financier dans le marché des services aux concessionnaires aux États-Unis se font maintenant officiellement sous le nom de IA American Warranty Group.

IA American Warranty Group et les filiales qui lui sont rattachées proposent des produits d'assurance biens et risques divers qui incluent des garanties prolongées et une gamme complète de produits d'assurance auxiliaires. La compagnie bénéficie d'une intégration verticale des services d'assurance, d'administration et de réassurance et compte parmi les rares fournisseurs de services complets aux États-Unis. Ses produits sont offerts par l'entremise d'un réseau d'agents généraux, de concessionnaires d'automobiles, de sociétés de financement et de tiers administrateurs, une part importante étant aussi accordée à une participation en réassurance par les producteurs rattachés à la souscription de produits.

Les contrats après-vente regroupent plusieurs produits différents, y compris des produits qui ne sont pas liés aux automobiles, et procurent ainsi une protection à l'égard d'une vaste gamme de risques.

La division emploie 150 personnes et administre des produits pour le compte de plus de 5 000 concessionnaires partout aux États-Unis. Elle adapte souvent les produits offerts pour d'importants producteurs et cette flexibilité a joué un rôle clé dans les succès de IA American Warranty et de ses filiales.

Priorités d'affaires

- Augmenter la capacité de distribution
- Améliorer l'expérience client

Produits et services

- Garanties prolongées
- Garanties de protection d'actif
- Autres produits d'assurance auxiliaires

Croissance des affaires

Les ventes ont été bonnes en 2019 et ont totalisé 449,2 millions de dollars américains, ce qui représente une augmentation de 20 % par rapport à 2018.

(En millions de dollars américains, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Ventes ²⁸	449,2	375,1	20 %

En 2019, les ventes des Services aux concessionnaires aux États-Unis ont été partagées de façon égale entre les producteurs affiliés et les producteurs non affiliés. Les deux réseaux de distribution ont enregistré une croissance de leurs ventes en 2019.

Ventes par marchés	%
Producteurs affiliés	48
Producteurs non affiliés	52
Total	100

Le 4 décembre 2019, iA Société financière a annoncé qu'elle avait conclu une entente en vue de se porter acquéreur de l'entreprise américaine IAS Parent Holdings, Inc. Cette acquisition est complémentaire aux activités actuelles de la société dans le marché des services aux concessionnaires aux États-Unis quant à la gamme de produits, aux réseaux de distribution et à la portée géographique. L'acquisition sera financée par le capital excédentaire de iA Groupe financier et la transaction devrait être conclue en première moitié d'année 2020.

Émetteurs et filiales

- Dealers Assurance Company
- Dealers Alliance Company
- Ecoblock
- First Automotive Service Corp.
- Southwest Reinsurance

Réseaux affiliés et de distribution

- Agents généraux
- Vente directe (concessionnaires d'automobiles et sociétés de financement)
- Tiers administrateurs

²⁸ Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Dans la division des Services aux concessionnaires du secteur des Affaires américaines, les ventes sont définies comme étant les primes directes souscrites (avant réassurance) et les équivalents de primes.

Assurance auto et habitation

iA Assurance auto et habitation (iAAH) est une filiale de la société qui commercialise des produits d'assurance auto et habitation dans la province de Québec.

L'un des avantages dont dispose iAAH pour se démarquer repose sur les clients qui lui sont recommandés par les différents réseaux de distribution de la société et qui représentent un potentiel d'achalandage unique dans l'industrie. En effet, une partie importante des clients de iAAH proviennent de recommandations de représentants du réseau Carrière et du réseau de la division des Services aux concessionnaires. iAAH exerce aussi des activités par l'entremise d'une filiale, nommée Prysm Assurances générales, qui établit des partenariats stratégiques afin que des distributeurs privilégiés puissent offrir ses produits.

Priorités d'affaires

- Repenser l'expérience client à l'aide du numérique
- Développer de nouveaux partenariats
- Maximiser les synergies avec la division des Services aux concessionnaires et les autres secteurs de la société

Produits et services

- Assurance auto et habitation

Émetteurs et filiales

- iA Assurance auto et habitation
- Prysm Assurances générales

Réseaux affiliés et de distribution

- Recommandations de clients provenant des réseaux de iA Groupe financier
- Partenariats privilégiés
- Ventes directes provenant d'activités publicitaires

Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	Variation
Primes directes souscrites ²⁹	351,0	322,8	9 %

Les primes directes souscrites ont atteint 351,0 millions de dollars en 2019, ce qui représente une croissance de 9 % par rapport à 2018. La croissance des primes en 2019 a été forte en raison principalement de l'amélioration de la rétention de la clientèle. Cette amélioration est attribuable à un meilleur positionnement compétitif et témoigne du niveau élevé de satisfaction de la clientèle. Notons que le volume d'affaires de iAAH a enregistré un taux de croissance annuel composé de 9 % au cours des cinq dernières années.

Taux combiné

(%)	2019	2018	2017	2016	2015
Taux combiné	93,1	95,8	103,9	105,5	102,3

Le taux combiné, qui correspond à la somme du taux des frais d'exploitation et du taux de sinistres, s'est amélioré par rapport à 2018. L'amélioration découle de plusieurs mesures prises, en lien avec la souscription et la tarification, et d'une sinistralité automobile favorable. Le taux combiné est sous la barre des 100 % pour la deuxième fois depuis 2015.

²⁹ Les primes directes souscrites ne sont pas des mesures conformes aux IFRS.

Rentabilité

Faits saillants

La société a complété l'année 2019 avec un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 687,4 millions de dollars, en hausse de 12 % par rapport à celui de 2018. Le résultat par action (BPA) ordinaire dilué s'élève à 6,40 \$ pour 2019, comparativement à 5,59 \$ pour 2018. Pour sa part, le rendement des capitaux propres (ROE) aux actionnaires ordinaires a crû, pour s'établir à 12,9 %. Ainsi, les résultats de 2019 pour le BPA et le ROE se situent au-dessus des fourchettes cibles données comme indications aux marchés financiers au début de l'année.

Notons que la révision annuelle des provisions mathématiques n'a presque pas eu d'incidence sur les résultats de 2019, générant un gain de 2,9 millions de dollars avant impôts.

Rentabilité

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018	2017	2016	2015
Résultat attribué aux actionnaires	709,5	633,7	531,4	553,7	386,4
Moins : dividendes sur actions privilégiées	22,1	21,0	15,9	16,5	18,0
Moins : prime au rachat d'actions privilégiées	—	—	—	—	4,0
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	687,4	612,7	515,5	537,2	364,4
Résultat par action ordinaire (BPA)					
De base	6,43 \$	5,62 \$	4,84 \$	5,22 \$	3,59 \$
Dilué	6,40 \$	5,59 \$	4,81 \$	5,19 \$	3,57 \$
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires ³⁰	12,9 %	12,5 %	11,4 %	13,2 %	10,2 %

Analyse selon la provenance du bénéfice

L'analyse de rentabilité ci-dessous, selon la provenance du bénéfice, présente les principaux éléments qui ont eu une incidence sur les résultats financiers de 2019 par rapport aux attentes établies par la direction de la société. Les mesures présentées dans cette analyse ne sont pas conformes aux IFRS. Elles complètent l'information présentée à la sous-section « Analyse selon les résultats financiers » ci-dessous et elles fournissent des indicateurs additionnels qui permettent d'évaluer la performance financière.

Bénéfice anticipé sur l'en-vigueur – À 768,6 millions de dollars, le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur pour 2019 a augmenté de 79,1 millions de dollars (avant impôts) par rapport à 2018, ce qui représente une augmentation de plus de 11 %. Le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur reflète les estimations qui ont été jugées les meilleures par la direction au moment de l'élaboration du budget pour l'année 2019, soit à la fin de 2018. Cependant, pour les secteurs liés à l'épargne, le bénéfice anticipé est mis à jour trimestriellement afin de rendre compte de l'évolution des marchés boursiers et des entrées nettes de fonds. L'augmentation du bénéfice anticipé pour 2019 est attribuable à une croissance dans les cinq secteurs d'activité. La croissance prévue était particulièrement forte pour les secteurs de l'Assurance collective et des Affaires américaines.

Gains (pertes) d'expérience par rapport au bénéfice anticipé – Les gains ou les pertes d'expérience représentent l'écart entre le bénéfice réalisé et celui anticipé sur l'en-vigueur. Ainsi, des gains ou des pertes d'expérience surviennent lorsque les résultats réels diffèrent de ceux qui découlent des hypothèses utilisées pour déterminer le bénéfice anticipé.

La société a terminé l'année 2019 avec des gains d'expérience totalisant 25,5 millions de dollars avant impôts, soit un résultat similaire à celui de 2018 (24,9 millions de dollars). Le bon résultat de 2019 a été réalisé en raison de gains dans quatre des cinq secteurs d'activité et de l'apport favorable découlant de la variation des marchés financiers. Les paragraphes qui suivent détaillent le résultat de 2019 pour les cinq secteurs d'activité de la société.

- **Assurance individuelle** – Un gain d'expérience de 19,3 millions de dollars avant impôts a été enregistré en 2019, comparativement à une perte de 10,7 millions de dollars en 2018. Une expérience favorable en 2019 a été générée principalement par l'impact positif de la variation des marchés financiers sur les fonds des polices universelles. Par ailleurs, l'expérience liée aux titulaires de polices a aussi généré un gain en 2019, en raison notamment d'une expérience positive en lien avec les hypothèses d'abandons. Ces éléments positifs ont compensé notamment une augmentation de la provision pour litiges.
- **Gestion de patrimoine individuel** – Un écart favorable de 6,5 millions de dollars avant impôts a été inscrit dans ce secteur en 2019, comparativement à un écart favorable de 7,7 millions de dollars en 2018. Le gain de 2019 a été généré essentiellement par l'impact positif de la variation des marchés financiers à l'égard des revenus provenant des fonds de placement (ratios de frais de gestion) et du programme de gestion dynamique des risques (*hedging program*). Rappelons que ce programme est avant tout conçu pour réduire la sensibilité du résultat net à la volatilité des marchés financiers relativement aux garanties de capital offertes pour certains fonds distincts.
- **Assurance collective** – Le secteur a enregistré une perte d'expérience de 16,7 millions de dollars avant impôts en 2019, comparativement à un gain de 21,8 millions de dollars en 2018. Les divisions des Régimes d'employés et des Solutions pour les marchés spéciaux ont atteint des résultats près des attentes. La perte du secteur en 2019 provient donc essentiellement d'une expérience moins favorable qu'anticipé dans la division des Services aux concessionnaires.
- **Épargne et retraite collectives** – Le secteur a enregistré un écart favorable de 10,1 millions de dollars avant impôts en 2019, en comparaison d'un écart défavorable de 0,5 million de dollars un an plus tôt. Le bon résultat du secteur en 2019 s'explique principalement par une expérience de longévité plus favorable qu'anticipé.

³⁰ Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires est une mesure non conforme aux IFRS.

- **Affaires américaines** – Un gain d'expérience de 6,3 millions de dollars avant impôts a été enregistré en 2019, comparativement à un gain de 6,6 millions en 2018. Ce bon résultat s'explique par une expérience plus favorable que prévu dans la division des Services aux concessionnaires, mais aussi, dans une moindre mesure, par une expérience favorable dans la division de l'Assurance individuelle.

Gain ou drain à la vente – Dans le secteur de l'Assurance individuelle et dans la division de l'Assurance individuelle du secteur des Affaires américaines, la charge à l'établissement des nouveaux contrats (ou *drain*) a totalisé 8,5 millions de dollars avant impôts pour l'année 2019, comparativement à 26,7 millions de dollars l'année précédente. Le *drain*, exprimé en pourcentage des ventes (qui sont mesurées par les primes annualisées de première année) s'est établi à 3 % en 2019, comparativement à 9 % en 2018. Le *drain* pour 2019 est ainsi plus favorable qu'en 2018 et aussi plus favorable que la cible de 6 % donnée comme indication aux marchés, en raison principalement d'une répartition des ventes plus favorable que prévu.

Rappelons que le *drain* est une charge encourue par une compagnie d'assurance et est essentiellement attribuable aux dépenses d'établissement d'un contrat d'assurance. Certains produits ont des caractéristiques qui les rendent plus exigeants que d'autres en ce qui regarde le *drain*, comme les produits qui comportent des garanties à long terme. Notons que si l'expérience se déroule comme prévu au cours des années suivant l'émission d'un contrat, le profit réalisé couvrira, entre autres, la charge de *drain* encourue lors de l'émission du contrat.

Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction – À la fin de chaque trimestre, la société s'assure de la suffisance de ses provisions compte tenu du contexte économique existant. De plus, à la fin de chaque année, la société procède à une mise à jour complète de l'ensemble de ses hypothèses d'évaluation afin de tenir compte des plus récents développements dans l'environnement économique et financier de même que de ses propres résultats et de ceux de l'industrie en matière notamment de mortalité, de morbidité, d'abandons et de coûts unitaires.

Au 31 décembre 2019, les changements d'hypothèses actuarielles (pour les affaires sans participation), utilisées pour le calcul des passifs nets relatifs aux contrats d'assurance, ont engendré un impact net positif sur le bénéfice d'exploitation de 2,9 millions de dollars avant impôts.

En effet, l'ajustement des hypothèses économiques a généré une libération de réserves, en raison de l'amélioration du rendement du portefeuille et de la gestion de l'appariement. Cette libération a été presque entièrement compensée par des augmentations de réserves en lien avec la révision des dépenses prévues pour l'administration des contrats et la révision des hypothèses en lien avec les garanties de taux pour les polices d'assurance vie universelle. Finalement, notons que la révision des hypothèses en lien avec les titulaires de polices, soit essentiellement la mortalité, la morbidité et les abandons, n'a généré qu'une légère augmentation des réserves. Pour plus de détails, vous référer à la note 14 des états financiers intitulée *Passif relatif aux contrats d'assurance et passif relatif aux contrats d'investissement*.

Finalement, notons qu'une charge a été prise au troisième trimestre en lien avec la filiale de distribution PPI Management, en raison de l'ajustement du prix d'achat et du goodwill.

Revenu sur le capital – Le revenu sur le capital correspond au revenu tiré des placements dans lesquels le capital de la société est investi, moins toutes les dépenses engagées pour générer ce revenu. La société considère aussi dans le revenu sur le capital les frais de financement provenant des débentures, l'amortissement des actifs intangibles en lien avec des acquisitions et les résultats de la filiale iA Auto et habitation (iAAH).

Le revenu sur le capital s'élève à 122,1 millions de dollars avant impôts pour l'année 2019, comparativement à 126,0 millions de dollars pour 2018. Rappelons que les revenus d'investissements avaient été favorisés en 2018 par un gain d'importance réalisé sur la vente d'un immeuble. Notons que la contribution de la filiale iA Auto et habitation a été plus importante en 2019.

Impôts sur le revenu – Les impôts sur le revenu représentent la valeur des montants payables en vertu des lois fiscales et comprennent notamment les impôts sur le revenu exigibles et différés. L'impôt sur le revenu de placements des assureurs sur la vie et les taxes sur les primes ne sont pas compris dans ces montants. Ils sont considérés comme une dépense aux fins de calcul du bénéfice d'exploitation.

Les impôts sur le revenu se sont chiffrés à 191,7 millions de dollars en 2019. Le taux d'impôt effectif était ainsi de 21,3%, soit tout près du milieu de la fourchette cible de 20 % à 22 % donnée comme indication aux marchés en début d'année.

Rapprochement de certaines mesures non conformes aux IFRS avec les IFRS

Le tableau qui suit permet d'effectuer le rapprochement entre le bénéfice d'exploitation et les impôts indiqués dans le tableau ci-dessus et les mesures conformes aux IFRS.

Rapprochement de la provenance du bénéfice avec la mesure conforme aux IFRS

(En millions de dollars)	2019	2018
Composantes du bénéfice avant impôts :		
Bénéfice d'exploitation (selon la provenance du bénéfice)	779,1	687,6
Revenu sur le capital (selon la provenance du bénéfice)	122,1	126,0
Bénéfice attribuable aux contrats avec participation et autres éléments	(14,2)	5,4
Résultat avant impôts selon les états financiers	887,0	819,0
Impôts :		
Sur le bénéfice d'exploitation et sur le revenu sur le capital	(191,7)	(179,9)
Montant relatif aux contrats avec participation et autres éléments	4,1	(1,1)
Impôts selon les états financiers	(187,6)	(181,0)
Résultat net selon les résultats financiers	699,4	638,0

Analyse selon les résultats financiers

Résultats annuels

Les résultats financiers de la société pour les exercices terminés les 31 décembre 2019, 2018 et 2017 sont présentés au tableau ci-dessous.

État des résultats consolidés

(En millions de dollars)	2019	2018	2017
Prouits			
Primes nettes	8 944,0	7 849,3	7 253,8
Produits de placement	4 641,6	310,8	2 580,9
Autres produits	1 679,5	1 752,3	1 441,4
Total	15 265,1	9 912,4	11 276,1
Prestations sur contrats et charges			
Prestations nettes sur contrats	5 392,2	4 870,0	4 500,5
Transferts nets aux fonds distincts	916,5	821,1	1 020,7
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	4 773,1	216,0	1 726,0
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	27,1	9,2	14,0
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(44,2)	76,2	579,8
Commissions	1 653,8	1 582,2	1 448,7
Frais généraux	1 471,9	1 328,8	1 121,4
Taxes sur primes et autres taxes	128,2	126,9	118,1
Charges financières	59,5	63,0	64,0
Total	14 378,1	9 093,4	10 593,2
Résultats avant impôts	887,0	819,0	682,9
Moins : impôts	187,6	181,0	149,5
Résultat net	699,4	638,0	533,4
Moins : résultat net attribué aux contrats avec participation	(10,1)	4,3	2,0
Résultat net attribué aux actionnaires	709,5	633,7	531,4
Moins : dividendes sur actions privilégiées	22,1	21,0	15,9
Moins : prime au rachat d'actions privilégiées	—	—	—
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	687,4	612,7	515,5

Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires

La croissance de 12 % du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires entre 2019 et 2018 s'explique par les éléments mentionnés ci-dessous.

Produits

Les produits, dont les trois composantes sont présentées au tableau ci-dessus, totalisent près de 15,3 milliards de dollars pour 2019, ce qui représente une hausse de 54 % par rapport à l'année 2018. Cette hausse est principalement liée à l'augmentation de 4,3 milliards de dollars des produits de placement, laquelle est essentiellement attribuable à la variation de la juste valeur des placements, qui découle de l'évolution des taux d'intérêt, des marchés boursiers et de l'écart des émetteurs. De plus, les primes nettes ont aussi contribué à la hausse en raison d'une croissance de 1,1 milliard de dollars, ou de 14 %, par rapport à l'année précédente. On observe une croissance dans tous les secteurs, qui provient principalement des produits d'épargne des secteurs de l'individuel et du collectif, tels les fonds distincts, les certificats de placement garanti, les contrats de rentes assurées et les contrats

d'accumulation. Rappelons qu'en 2018, les autres produits comprenaient un gain non récurrent sur la disposition d'un immeuble de la société.

Le tableau suivant fournit plus de détails sur la composition des produits par secteurs.

Produits par secteurs

Exercice terminé le 31 décembre 2019							
(En millions de dollars)	Ass. ind.	Gest. de patr. ind.	Ass. coll.	Ép. et retraite coll.	Aff. amér.	Autres	Total
Primes nettes	1 586,5	2 911,3	1 638,5	2 000,5	493,0	314,2	8 944,0
Var. p/r 2018	32,1	522,8	26,9	405,6	87,6	19,7	1 094,7
Prod. de plac.	3 767,5	56,7	172,1	331,6	161,5	152,2	4 641,6
Var. p/r 2018	3 856,5	(61,7)	69,6	237,0	182,5	46,9	4 330,8
Autres produits	120,5	1 462,8	54,5	97,5	103,4	(159,2)	1 679,5
Var. p/r 2018	9,0	(8,7)	(3,0)	8,0	36,6	(114,7)	(72,8)
Total	5 474,5	4 430,8	1 865,1	2 429,6	757,9	307,2	15 265,1
Var. p/r 2018	3 897,6	452,4	93,5	650,6	306,7	(48,1)	5 352,7

Prestations sur contrats et charges

Les prestations sur contrats et charges en 2019 ont enregistré une hausse de près de 5,3 milliards de dollars par rapport à 2018. Cette hausse s'arime à l'augmentation des produits de placement mentionnée ci-dessus puisque les passifs liés aux contrats d'assurance sont appariés aux actifs sous-jacents, qui ont enregistré des hausses de valeur. En effet, les principaux éléments qui ont contribué à la hausse des prestations sur contrats et charges sont :

- Une charge du passif relatif aux contrats d'assurance plus élevée qu'en 2018 (4,6 milliards de dollars). Rappelons que la variation de ce passif au cours d'une période reflète notamment la variation de la juste valeur et du rendement des actifs appariant les provisions mathématiques, la variation des primes et prestations nettes sur contrats, les transferts nets aux fonds distincts et les variations des provisions mathématiques qui découlent des changements d'hypothèses;
- Une augmentation des prestations nettes sur contrats, qui reflète le cours normal des activités (522,2 millions de dollars). Rappelons que les prestations nettes sur contrats comprennent les prestations versées à la suite de décès, d'invalidités, de maladies, de sinistres ou de résiliations de contrats ainsi que les paiements de rentes;

Les éléments suivants ont aussi fait varier les prestations sur contrats et charges, mais dans une moindre mesure :

- Une augmentation des transferts nets aux fonds distincts par rapport à 2018, puisque la croissance des primes a été supérieure à celle des prestations (95,4 millions de dollars);
- Une augmentation des commissions comparativement à l'année précédente, ce qui témoigne principalement de la croissance du bloc d'affaires en vigueur (71,6 millions de dollars). Les commissions correspondent à la rémunération des conseillers financiers relativement aux nouvelles ventes et à certains contrats en vigueur;
- Une augmentation des frais généraux découlant principalement de la croissance des affaires (143,1 millions de dollars);
- Une charge liée à l'actif de réassurance en 2018, alors que le montant a été créditeur en 2019 (120,4 millions de dollars). Notons que les facteurs qui ont une incidence sur cet élément sont généralement les mêmes que ceux qui influent sur la variation du passif relatif aux contrats d'assurance.

Impôts

Les états financiers consolidés indiquent une charge d'impôts de 187,6 millions de dollars en 2019, comparativement à une charge de 181,0 millions de dollars en 2018. Ces montants représentent la charge fiscale de la société nette de tous les ajustements pour les années antérieures et la variation est cohérente avec la hausse du résultat avant impôts.

Résultats trimestriels

Voici un résumé des résultats trimestriels, tirés des états financiers de la société, pour chacun des huit derniers trimestres. L'analyse suivante porte principalement sur les résultats du quatrième trimestre de 2019. La terminologie utilisée dans les parties qui suivent est la même que celle que l'on retrouve en général dans les états financiers.

Primes nettes

Les primes nettes ont connu une hausse de 22 % au quatrième trimestre de 2019, si on compare au trimestre correspondant de l'année précédente, et s'établissent à 2,4 milliards de dollars. Cette variation s'explique principalement par la croissance marquée des primes nettes dans les secteurs de la Gestion de patrimoine individuel et de l'Épargne et retraite collectives.

La variation des marchés boursiers, l'importance des primes investies dans les fonds distincts et la réalisation de nouvelles ententes avec des groupes de grande taille dans les secteurs qui distribuent leurs produits aux entreprises et aux groupes, notamment, contribuent à la fluctuation des primes d'un trimestre à un autre.

Notons que les primes nettes incluent les sommes investies par les assurés dans les fonds distincts de la société, mais excluent celles investies par les clients dans les fonds communs de placement.

Produits de placement

Au cours du quatrième trimestre de 2019, les produits de placement ont enregistré une baisse de 471,8 millions de dollars, si on compare au même trimestre de 2018. La diminution au cours du quatrième trimestre de 2019 découle principalement de la baisse de la juste valeur des placements en obligations qu'a engendrée la variation des taux d'intérêt. Cette diminution est en partie compensée par une augmentation de la juste valeur du portefeuille d'actions, attribuable à la variation des marchés boursiers.

Notons que les produits de placement évoluent généralement en grande partie en fonction de la juste valeur des placements, qui découle de l'évolution des taux d'intérêt, des marchés boursiers et de l'écart des émetteurs, notamment en ce qui touche les obligations, les actions et les instruments financiers dérivés. Les produits de placement varient aussi en fonction des revenus d'intérêts, des dividendes et des revenus locatifs des immeubles et des profits et des pertes réalisés sur disposition d'actifs disponibles à la vente.

Sur le plan comptable, la majorité des obligations et des actions sont des titres classés « Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net » et sont utilisées comme actifs sous-jacents aux provisions mathématiques. La variation de la juste valeur de ces actifs se reflète par conséquent dans l'augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance.

Autres produits

Les autres produits sont constitués des honoraires liés à la gestion des fonds distincts et des fonds communs de placement, des revenus tirés des régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA) ainsi que des revenus d'honoraires provenant des filiales de courtage et des actifs gérés pour des tiers. Au quatrième trimestre de 2019, les autres produits ont connu une baisse de 11,9 millions de dollars, soit de 3 %, si on compare avec le même trimestre de 2018. Cette variation provient de deux éléments non récurrents comptabilisés au quatrième trimestre de 2018.

Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires³¹

(En millions de dollars)	Assurance individuelle		Gestion de patrimoine individuel		Assurance collective		Épargne et retraite collectives		Affaires américaines		Total	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Provenance du bénéfice :												
Bénéfice anticipé sur l'en-vigueur	350,9	317,2	227,7	219,3	108,1	84,4	26,1	23,4	55,8	45,2	768,6	689,5
Gains (pertes) d'expérience	19,3	(10,7)	6,5	7,7	(16,7)	21,8	10,1	(0,5)	6,3	6,6	25,5	24,9
Gain (<i>drain</i>) sur les ventes	—	(16,7)	—	(0,1)	—	—	(0,9)	0,4	(8,5)	(10,0)	(9,4)	(26,4)
Changements d'hypothèses	(6,1)	(41,9)	(1,0)	(13,7)	(6,7)	4,3	5,9	49,7	2,3	1,2	(5,6)	(0,4)
Bénéfice d'exploitation	364,1	247,9	233,2	213,2	84,7	110,5	41,2	73,0	55,9	43,0	779,1	687,6
Revenu sur le capital	92,6	90,1	2,8	12,8	5,9	5,7	3,1	0,5	17,7	16,9	122,1	126,0
Impôts	(79,5)	(52,9)	(61,2)	(61,5)	(23,6)	(32,5)	(11,8)	(20,5)	(15,6)	(12,5)	(191,7)	(179,9)
Résultat net attribué aux actionnaires	377,2	285,1	174,8	164,5	67,0	83,7	32,5	53,0	58,0	47,4	709,5	633,7
Moins : dividendes sur actions privilégiées	17,7	15,0	2,5	4,6	1,4	1,2	0,5	0,2	—	—	22,1	21,0
Moins : prime au rachat d'actions privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	359,5	270,1	172,3	159,9	65,6	82,5	32,0	52,8	58,0	47,4	687,4	612,7

Résultats trimestriels

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019				2018			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits								
Primes nettes	2 417,0	2 189,5	1 982,7	2 354,8	1 976,8	1 836,0	1 850,0	2 186,5
Produits de placement	(301,5)	1 109,8	1 671,5	2 161,8	170,3	(295,0)	484,9	(49,4)
Autres produits	428,4	416,2	424,5	410,4	440,3	439,2	437,8	435,0
Total	2 543,9	3 715,5	4 078,7	4 927,0	2 587,4	1 980,2	2 772,7	2 572,1
Résultat avant impôts	197,1	241,0	240,9	208,0	195,5	220,0	225,2	178,3
Impôts	31,3	51,9	53,9	50,5	37,7	49,1	59,4	34,8
Résultat net	165,8	189,1	187,0	157,5	157,8	170,9	165,8	143,5
Moins : résultat net attribué aux contrats avec participation	(10,7)	—	(0,1)	0,7	2,8	0,4	0,6	0,5
Résultat net attribué aux actionnaires	176,5	189,1	187,1	156,8	155,0	170,5	165,2	143,0
Moins : dividendes sur actions privilégiées	5,3	5,4	5,7	5,7	5,5	5,6	6,1	3,8
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	171,2	183,7	181,4	151,1	149,5	164,9	159,1	139,2
Résultat par action ordinaire								
De base	1,60 \$	1,73 \$	1,70 \$	1,41 \$	1,37 \$	1,50 \$	1,45 \$	1,30 \$
Dilué	1,59 \$	1,72 \$	1,69 \$	1,40 \$	1,36 \$	1,50 \$	1,44 \$	1,29 \$
Transferts nets aux fonds distincts	234,6	261,9	195,5	224,5	221,5	113,9	170,6	315,1
Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'assurance	(283,0)	1 156,0	1 550,0	2 350,1	261,3	(346,2)	350,8	(49,9)
Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'investissement	(1,0)	6,7	7,5	13,9	8,2	(2,5)	2,1	1,4
Actif total du fonds général	45 279,6	45 458,8	43 432,1	42 530,9	39 759,5	39 067,5	39 920,0	39 133,0
Actif net des contrats de fonds distincts	27 867,9	26 976,4	26 388,7	25 759,5	23 780,6	25 033,6	24 887,6	24 100,1

³¹ Le bénéfice d'exploitation et les impôts présentés dans ce tableau ne sont pas définis par les IFRS. Le bénéfice d'exploitation est un outil additionnel important pour aider les investisseurs à mieux comprendre d'où provient la création de valeur pour les actionnaires. Un rapprochement entre les mesures non conformes aux IFRS et les IFRS est présenté ci-dessous. Il est par ailleurs à noter que des commentaires pour chacun des secteurs d'activité sont présentés dans d'autres sections de ce rapport de gestion, où l'on décrit en détail les activités de chaque secteur.

Situation financière

Capitalisation et solvabilité

Capitalisation

La structure du capital de iA Société financière se répartit en trois catégories de capitaux : les capitaux propres, les débetures ainsi que les comptes des contrats avec participation. Au 31 décembre 2019, le capital de la société s'élevait à près de 7,2 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 8 % par rapport au 31 décembre 2018. Les capitaux propres et les comptes de contrats avec participation constituaient plus de 85 % du capital total à la fin de 2019.

L'augmentation du capital en 2019 est principalement attribuable à l'apport des résultats non distribués, à la suite des bénéfices réalisés au cours de l'année, nets des dividendes versés aux actionnaires ordinaires et, dans une moindre mesure, à l'émission de débetures mentionnée plus loin dans cette section.

Structure de capital

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Capitaux propres					
Actions ordinaires	1 666,5	1 655,5	1 520,9	1 498,8	1 310,5
Actions privilégiées ³²	525,0	525,0	375,0	375,0	375,0
Résultats non distribués ^{33,34}	3 823,5	3 440,0	3 072,8	2 793,2	2 374,0
Surplus d'apport	17,5	22,8	19,5	18,5	21,4
CAERG ³⁵	55,6	22,5	48,9	40,1	58,1
Total partiel	6 088,1	5 665,8	5 037,1	4 725,6	4 139,0
Débetures ³²	1 049,7	901,4	996,3	995,3	846,1
Comptes des contrats avec participation ³⁴	41,9	52,3	41,0	39,0	45,0
Total	7 179,7	6 619,5	6 074,4	5 759,9	5 030,1

Levier financier et ratio de couverture

Le ratio d'endettement, tel que mesuré par les débetures par rapport à la structure du capital, était de 14,6 % au 31 décembre 2019, et si on ajoute les actions privilégiées aux débetures, il s'élevait à 21,9 %. La légère augmentation de ces ratios est attribuable essentiellement à l'émission de débetures subordonnées en septembre 2019, qui a été partiellement compensée par le rachat de débetures subordonnées en mai 2019.

Au 31 décembre 2019, le ratio de couverture était de 16,6x, comparativement à 14,6x au 31 décembre 2018. En 2019, le ratio, qui était déjà relativement élevé, a augmenté davantage principalement en raison de la hausse du bénéfice enregistré en cours d'année. Soulignons que le ratio de couverture représente le ratio du bénéfice des douze derniers mois avant impôts et frais financiers liés aux intérêts, par rapport aux frais financiers liés aux intérêts et aux dividendes.

Ratios d'endettement et ratio de couverture

	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Ratios d'endettement					
Débetures/structure du capital	14,6 %	13,6 %	16,4 %	17,3 %	16,8 %
Débetures et actions privilégiées/structure du capital	21,9 %	21,5 %	22,6 %	23,8 %	24,3 %
Ratio de couverture (en nombre de fois) ³⁶	16,6x	14,6x	13,3x	12,8x	8,2x

Solvabilité

Lors de la création de la société de portefeuille iA Société financière, la société s'est engagée à suivre la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital – Assurance de personnes (ESCAP)* de l'Autorité des marchés financiers. Le ratio de solvabilité de la société s'établissait à 133 % au 31 décembre 2019, comparativement à 126 % au 31 décembre 2018.

L'augmentation de sept points de pourcentage au cours de l'année s'explique notamment par l'apport des bénéfices non répartis réalisés en 2019, les activités de financement et la mise en place de stratégies d'investissement visant à réduire le risque macroéconomique. Le ratio en fin d'année demeurait bien au-dessus de la fourchette cible de 110 % à 116 % donnée comme indication aux marchés financiers.

Pour 2020, la fourchette cible établie pour iA Société financière demeure de 110 % à 116 %, comme mentionné dans la section « Faits saillants » au début de ce document. Pour la filiale iA Assurance, la fourchette cible est également de 110 % à 116 %. Finalement, le ratio de solvabilité diminuera au cours de la première moitié de 2020 en raison d'acquisitions annoncées en décembre 2019 et en janvier 2020. Dans tous les cas, la société vise à conserver un ratio de solvabilité à l'intérieur ou au-dessus de la fourchette cible.

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Capitaux disponibles	4 809,1	4 468,9
Attribution de l'avoir	4 461,8	4 045,6
Coussin de solvabilité global	6 980,2	6 755,2
Ratio de solvabilité³⁷	133 %	126 %

³² Éléments pris en compte dans le calcul du ratio d'endettement, considérés comme de la dette à long terme

³³ Au quatrième trimestre de 2018, la société a effectué un ajustement relatif à l'estimation du passif d'impôts liée aux périodes antérieures en abaissant de 58 millions de dollars les résultats non distribués au 1^{er} janvier 2017.

³⁴ Au quatrième trimestre de 2019, un ajustement a été effectué rétroactivement au 1^{er} janvier 2018 en transférant 7 millions de dollars des résultats non distribués aux comptes des contrats avec participation.

³⁵ CAERG : cumul des autres éléments du résultat global

³⁶ Calculé en divisant le bénéfice des douze derniers mois (avant intérêts et impôts) par la somme des intérêts, des dividendes sur actions privilégiées et des primes versées au rachat d'actions privilégiées (s'il y a lieu)

³⁷ Cette mesure, qui n'a pas d'équivalent IFRS, est établie selon les exigences des autorités réglementaires.

Capitaux propres et financement

Rachat et émission d'instruments financiers

Au deuxième trimestre de 2019, la filiale iA Assurance a procédé au rachat des débetures subordonnées émises en mai 2014 d'une valeur nominale de 250 millions de dollars et portant un intérêt de 2,80 %. Ces débetures ont été rachetées, notamment, parce qu'elles n'étaient plus reconnues en totalité dans le calcul du capital réglementaire. Puis, en septembre 2019, iA Société financière a procédé à l'émission de 400 millions de dollars de débetures subordonnées à taux fixe/variable de 3,072 %.

Débetures

La société comptabilisait trois séries de débetures dans son bilan au 31 décembre 2019, d'une valeur comptable totale de 1 049,7 millions de dollars. Ces trois séries, qui sont détaillées dans un tableau plus loin dans cette section, ont été classées comme des passifs financiers au coût amorti. Rappelons que les débetures représentent des créances directes non garanties de la société, qui sont subordonnées à celles des titulaires de polices et des autres créanciers. En 2019, la charge de financement, composée uniquement d'intérêts, s'élevait à 26,5 millions de dollars, comparativement à 31,3 millions de dollars en 2018.

Actions ordinaires en circulation

La société ne dispose que d'une seule classe d'actions ordinaires et toutes les actions ordinaires comportent un seul droit de vote. De plus, aucun actionnaire ne peut acquérir, directement ou indirectement, 10 % ou plus des actions avec droit de vote de iA Société financière et les actions ordinaires de la filiale iA Assurance doivent être détenues à 100 %, directement ou indirectement, par iA Société financière. Les actions ordinaires iA Société financière se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole IAG. (Voir la section « Mise en garde » au début de ce document pour plus d'information sur notamment la constitution juridique de iA Groupe financier.)

Au 31 décembre 2019, le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation s'élevait à 106 966 199, soit 1 609 023 actions de moins qu'au 31 décembre 2018. Cette diminution s'explique principalement par les rachats de près de quatre millions d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions, net de l'exercice d'options dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions destiné notamment aux membres de la direction.

Actions ordinaires

(En millions)	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Nombre d'actions ordinaires en circulation	107,0	108,6	106,8	106,2	102,4

Cours de l'action et capitalisation boursière

L'Industrielle Alliance est devenue une société à capital actions en février 2000. Le titre de la société a commencé à se négocier sur le parquet de la Bourse de Toronto le 3 février 2000, à un prix de 7,875 \$, en tenant compte de la subdivision des actions ordinaires de la société, à raison de deux pour une, qui a eu lieu le 16 mai 2005. Le titre de la société a clôturé l'année 2019 à 71,33 \$. La capitalisation boursière de la société s'établissait ainsi à plus de 7,6 milliards de dollars en fin d'année 2019.

Cours de l'action et capitalisation boursière

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Cours de l'action	71,33 \$	43,57 \$	59,82 \$	53,39 \$	44,13 \$
Capitalisation boursière	7 629,9	4 730,6	6 386,2	5 670,3	4 520,5

Valeur comptable par action ordinaire

La valeur comptable par action ordinaire s'établissait à 51,99 \$ à la fin de l'année 2019, ce qui représente une progression de près de 10 % au cours de l'année. Cette progression provient essentiellement de l'apport des résultats non distribués nets des dividendes payés durant l'année 2019.

Valeur comptable par action ordinaire

	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Valeur comptable par action ordinaire ³⁸	51,99 \$	47,34 \$	43,65 \$	40,97 \$	36,76 \$

Actions privilégiées

En 2019, la filiale iA Assurance a versé 22,1 millions de dollars sous forme de dividendes aux actionnaires privilégiés qui détenaient des actions de catégorie A des séries B, G et I. Le capital de la société comporte actuellement des actions privilégiées de catégorie A réparties entre ces trois séries, comme présenté au grand tableau plus loin dans cette section.

Dividendes

En mai 2019, la société a annoncé une augmentation de 0,4150 \$ à 0,4500 \$, ou de 8 %, du dividende trimestriel versé par action ordinaire. Ainsi, 1,77 \$ par action ordinaire a été versé en 2019 comparativement à 1,59 \$ en 2018, ce qui représente une hausse de plus de 11 %. Au total, la société a versé 188,4 millions de dollars sous forme de dividendes aux actionnaires ordinaires au cours de 2019 et le ratio de distribution du dividende pour l'année représente 27 % du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires.

Dividendes

	2019	2018	2017	2016	2015
Dividendes versés par action ordinaire	1,77 \$	1,59 \$	1,43 \$	1,26 \$	1,16 \$
Ratio de distribution	27 %	28 %	30 %	24 %	32 %

Déclaration de dividendes du quatrième trimestre

Voici les montants et les dates de paiement et de clôture des registres pour les actions ordinaires et les différentes catégories d'actions privilégiées.

Le conseil d'administration de iA Société financière inc. a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,4850 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera payable au comptant le 16 mars 2020 à tous les actionnaires ordinaires inscrits le 28 février 2020.

³⁸ Au quatrième trimestre de 2018, la société a effectué un ajustement relatif à l'estimation du passif d'impôts liée aux périodes antérieures en abaissant de 58 millions de dollars les résultats non distribués au 1^{er} janvier 2017.

Le conseil d'administration de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. a approuvé le versement de deux dividendes distincts totalisant 671,0 millions de dollars à l'unique porteur de ses actions ordinaires, iA Société financière.

Le conseil d'administration de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2875 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A – série B. Ce dividende sera payable au comptant le 31 mars 2020 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 28 février 2020.

Le conseil d'administration de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2360625 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A – série G. Ce dividende sera payable au comptant le 31 mars 2020 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 28 février 2020.

Le conseil d'administration de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,3000 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A – série I. Ce dividende sera payable au comptant le 31 mars 2020 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 28 février 2020.

Notons que tous les dividendes versés par iA Société financière sur ses actions ordinaires et par l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers sur ses actions privilégiées sont des dividendes déterminés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et de toute législation fiscale provinciale et territoriale correspondante.

Régime d'options d'achat d'actions

Conformément au régime d'options d'achat d'actions adopté par le conseil d'administration en 2001, le comité des ressources humaines et de rémunération a procédé, en 2019, à l'octroi de 348 000 nouvelles options d'achat d'actions. Ces nouvelles options, qui viendront à échéance en 2029, ont été octroyées à un prix d'exercice moyen pondéré de 49,85 \$. L'émission, nette des options exercées et annulées au cours de l'année, porte à 1 965 483 le nombre d'options d'achat d'actions en circulation, ce qui représente 1,8 % du nombre d'actions émises et en circulation au 31 décembre 2019.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions à l'intention des détenteurs d'actions ordinaires

Ce régime permet aux participants de réinvestir automatiquement leurs dividendes dans des actions ordinaires de iA Société financière, et aussi d'acheter, en espèces, des actions ordinaires additionnelles de iA Société financière. Les actions émises dans le cadre du régime sont acquises sur le marché secondaire.

Offre publique de rachats d'actions

Le 6 novembre 2019, la société a annoncé le renouvellement de son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités. Ainsi, entre le 12 novembre 2019 et le 11 novembre 2020, la société peut racheter jusqu'à concurrence de 5 335 397 actions ordinaires, ce qui représente approximativement 5 % de ses 106 707 949 actions ordinaires émises et en circulation au 1^{er} novembre 2019. En 2019, la société a racheté 2 815 373 actions ordinaires, pour un coût total de 138,9 millions de dollars.

Actions privilégiées et débetures – iA Société financière inc.

Débetures subordonnées émises le 24 septembre 2019 et échéant le 24 septembre 2031

Valeur nominale :	400,0 millions de dollars
Valeur comptable :	397,6 millions de dollars
Intérêt porté :	3,072 % jusqu'au 24 septembre 2026. Après cette date, le taux d'intérêt correspondra au taux de rendement annuel variable égal au taux Canadian Dealer Offered Rate (taux CDOR) trois mois, majoré de 1,31 %, payable trimestriellement.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la société à compter du 24 septembre 2026, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction et la prime à l'émission, pour un total de 2,4 millions de dollars.

Actions privilégiées et débetures – Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

Actions privilégiées de catégorie A – série B

Nombre :	5 000 000
Valeur nominale :	125,0 millions de dollars
Valeur comptable :	Actions comptabilisées à leur valeur d'acquisition
Dividende :	Dividende trimestriel non cumulatif et fixe dont le montant est de 0,2875 \$ par action privilégiée
Droit de vote :	Aucun droit de vote
Conversion :	Ne sont pas convertibles en actions ordinaires, convertibles en actions privilégiées de catégorie A
Rachat :	Rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la société, et sous réserve de l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF), depuis le 31 mars 2011

Actions privilégiées de catégorie A – série G

Nombre :	10 000 000
Valeur nominale :	250,0 millions de dollars
Valeur comptable :	Actions comptabilisées à leur valeur d'acquisition
Dividende :	Dividende trimestriel non cumulatif et ajusté tous les cinq ans avec un taux annuel initial de 1,0750 \$ en espèces par action privilégiée jusqu'au 30 juin 2017. Le 30 juin 2017, le taux annuel a été modifié à 0,94425 \$ en espèces par action privilégiée.
Droit de vote :	Aucun droit de vote
Conversion :	Convertibles au gré du détenteur en actions privilégiées de catégorie A – série H le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite
Rachat :	Rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la société, et sous réserve de l'autorisation de l'AMF, depuis le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite

Actions privilégiées de catégorie A – série I

Nombre :	6 000 000
Valeur nominale :	150,0 millions de dollars
Valeur comptable :	Actions comptabilisées à leur valeur d'acquisition
Dividende :	Dividende trimestriel non cumulatif et ajusté tous les cinq ans avec un taux annuel initial de 1,20 \$ en espèces par action privilégiée jusqu'au 31 mars 2023. Le 31 mars 2023 et le 31 mars tous les cinq ans par la suite, le taux de dividende sera rajusté afin de correspondre à la somme du rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans alors en vigueur plus 2,75 %.
Droit de vote :	Aucun droit de vote
Conversion :	Convertibles au gré du détenteur en actions privilégiées de catégorie A – série J le 31 mars 2023 et le 31 mars tous les cinq ans par la suite
Rachat :	Rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la société, et sous réserve de l'autorisation de l'AMF, le 31 mars 2023 et le 31 mars tous les cinq ans par la suite.

Débetures subordonnées émises le 23 février 2015 et échéant le 23 février 2027

Valeur nominale :	250,0 millions de dollars
Valeur comptable :	249,5 millions de dollars
Intérêt porté :	2,64 % jusqu'au 23 février 2022. Après cette date, le taux d'intérêt correspondra au taux de rendement annuel variable égal au Taux Canadian Dealer Offered Rate (taux CDOR) trois mois, majoré de 1,08 %, payable trimestriellement.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la société à compter du 23 février 2022, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction et la prime à l'émission, pour un total de 0,5 million de dollars.

Débetures subordonnées émises le 16 septembre 2016 et échéant le 15 septembre 2028

Valeur nominale :	400,0 millions de dollars
Valeur comptable :	398,6 millions de dollars
Intérêt porté :	3,30 % jusqu'au 15 septembre 2023. Après cette date, le taux d'intérêt correspondra au taux de rendement annuel variable égal au taux CDOR trois mois, majoré de 2,14 %, payable trimestriellement.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la société à compter du 15 septembre 2023, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction et la prime à l'émission, pour un total de 1,4 million de dollars.

Les lecteurs sont invités à lire les prospectus pour en savoir davantage sur les caractéristiques des actions privilégiées et des débetures. Les prospectus sont disponibles sur le site Internet de la société, à l'adresse ia.ca, sous l'onglet *À propos*, à la section *Relations avec les investisseurs*.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information importante est colligée et communiquée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction et au vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef, afin de permettre la prise de décisions appropriées à l'égard de l'information à fournir. En outre, ces contrôles et procédures sont conçus de manière à s'assurer que l'information est recueillie, enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prévus par la Loi sur les valeurs mobilières du Canada.

Le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef de la société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et les procédures de communication de l'information de la société. À la suite d'une évaluation de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information au 31 décembre 2019, ils ont conclu que ceux-ci étaient efficaces.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef de la société sont responsables de concevoir et de maintenir le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société, comme il est défini dans le Règlement 52-109 (*Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*). Au 31 décembre 2019, ils ont évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la commission Treadway. À la suite de cette évaluation, ils ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace. Au cours de l'exercice, aucune modification n'a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir eu, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Principales méthodes comptables et actuarielles

Les états financiers consolidés sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Pour plus d'information au sujet des principales méthodes comptables, voir la note 2 des états financiers consolidés de la société.

La préparation des états financiers exige que la direction exerce son jugement, effectue des estimations et établisse des hypothèses qui influent sur les montants d'actifs et de passifs présentés, sur le résultat net et sur l'information complémentaire. Les résultats réels peuvent différer des estimations faites par la direction. Les estimations et les hypothèses font périodiquement l'objet d'une révision en fonction de l'évolution des circonstances et des faits pertinents et les changements sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle la révision est effectuée ainsi que dans les périodes ultérieures touchées par les révisions. Les estimations et les jugements les plus importants ont trait à la classification des contrats et à la détermination des passifs relatifs aux polices.

Cotes de crédit

Trois agences de notation indépendantes, soit Standard & Poor's, DBRS et A.M. Best, accordent des cotes de crédit à la société et à ses filiales. Ces cotes, présentées au tableau ci-dessous, traduisent la solidité financière de la société et de ses filiales de même que leur capacité de respecter leurs engagements à l'égard des titulaires de polices et des créanciers.

En 2019, les cotes accordées par DBRS et A.M. Best sont demeurées inchangées, et ce, avec une perspective stable.

D'autre part, en juillet 2019, Standard & Poor's a élevé la cote de crédit de l'émetteur de IA Société financière de A- à A, ainsi que les cotes de crédit de l'émetteur et celle de solidité financière de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers de A+ à AA-, citant notamment la performance opérationnelle, la profitabilité constante dans différents secteurs d'activité, de même que la bonne gestion des risques. Pour cette agence aussi les perspectives demeurent stables.

Cotes de crédit

IA Société financière inc.

Agence	Type d'évaluation	Cote de crédit
Standard & Poor's	Cote de crédit de l'émetteur	A
	Débitures subordonnées	A-
DBRS	Cote de crédit de l'émetteur	A (low)
	Débitures subordonnées	BBB (high)

Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

Standard & Poor's	Cote de crédit de l'émetteur	AA-
	Cote de solidité financière	AA-
	Débitures subordonnées	A+
	Actions privilégiées – Échelle canadienne	P-1 (Low)
	Actions privilégiées – Échelle mondiale	A
DBRS	Solidité financière	A (high)
	Cote de crédit de l'émetteur	A (high)
	Débitures subordonnées	A
	Actions privilégiées	Pfd-2 (high)
A.M. Best	Solidité financière	A+ (Superior)
	Cote de crédit de l'émetteur	aa-
	Débitures subordonnées	a
	Actions privilégiées	a-

Entités de IA American (IA American Life Insurance Company, American-Amicable Life Insurance Company of Texas, Pioneer Security Life Insurance Company, Pioneer American Insurance Company, Occidental Life Insurance Company of North Carolina)

A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a

Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'assurances générales

A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a+

Dealers Assurance Company

A.M. Best	Solidité financière	A- (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a-

Transactions entre parties liées

La valeur des activités entre parties liées est présentée à la note 28 des états financiers consolidés de la société.

Garanties, engagements et éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la société conclut fréquemment plusieurs types de contrats ou d'ententes qui peuvent, dans certains cas, être considérés comme des garanties, des engagements ou des éventualités.

Au 31 décembre 2019, les obligations contractuelles et les engagements de la société s'établissaient comme suit :

Obligations contractuelles – Paiements exigibles par périodes

(En millions de dollars)	Au 31 décembre 2019			
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Déventures ³⁹	1 049,7	—	—	1 049,7
Obligations locatives	136,7	19,1	49,6	68,0
Obligations d'achat	309,7	61,3	248,4	—
Autres obligations à long terme ⁴⁰	4 926,7	2 999,0	1 305,9	621,8
Total des obligations contractuelles	6 422,8	3 079,4	1 603,9	1 739,5

Pour de l'information additionnelle concernant les engagements envers des tiers, les engagements de placement et les marges de crédit bancaires de la société, se référer à la note 29 des états financiers consolidés.

³⁹ Les déventures peuvent être rachetées au gré de la société à diverses dates. Consulter la note 16 des états financiers consolidés de la société pour plus d'information sur les déventures.

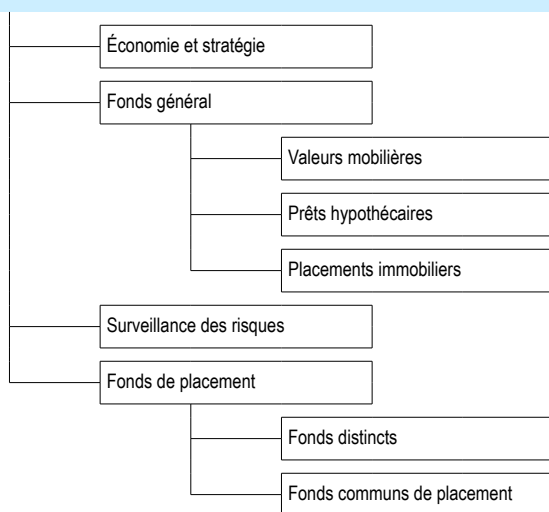
⁴⁰ Inclut les passifs financiers à long terme uniquement

Placements

Description du secteur

Le secteur des Placements a deux missions principales : gérer les actifs du fonds général de la société et les fonds de placement offerts à la clientèle. Toutes les activités de placement de la société, y compris celles liées aux Affaires américaines, relèvent d'une seule et même autorité et partagent une philosophie commune. La structure de gestion des placements est illustrée ci-dessous.

VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF ET CHEF DES PLACEMENTS



Les experts rattachés au fonds général gèrent une gamme diversifiée de placements, dont des obligations, des actions, des prêts hypothécaires, des placements immobiliers, des placements à court terme et des produits dérivés.

L'équipe de surveillance des risques a pour mandat de développer une vision globale de la gestion et du suivi des différents risques d'investissement (taux d'intérêt, marchés boursiers, taux de change, crédit, liquidités, etc.). En plus de quantifier ces risques, l'équipe participe à l'établissement de stratégies qui permettent de les gérer efficacement.

Les professionnels de l'investissement de iA Groupe financier sont pour la plupart regroupés au sein de la filiale iA Gestion de placements.

L'équipe voit à la répartition des actifs et à la sélection des titres du fonds général ainsi qu'à celles de plusieurs fonds distincts et fonds communs de placement, en plus d'effectuer la supervision de tous les gestionnaires externes.

Actif sous gestion et sous administration

iA Groupe financier gère et administre des actifs qui totalisaient 189,5 milliards de dollars au 31 décembre 2019, ce qui représente une augmentation de 20,7 milliards de dollars, ou de 12,3 %, par rapport à l'année précédente.

Actif sous gestion et sous administration

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Actif sous gestion					
Fonds général	45 279,6	39 759,5	37 789,4	35 223,8	33 161,4
Fonds distincts	27 867,9	23 780,6	24 117,0	21 825,8	19 776,7
Fonds communs de placement	11 594,2	10 832,8	11 723,2	10 937,5	10 428,3
Autres	15 500,1	14 721,1	15 123,1	16 859,9	15 526,1
Total partiel	100 241,8	89 094,0	88 752,7	84 847,0	78 892,5
Actif sous administration	89 245,8	79 677,5	80 787,1	41 387,2	36 920,8
Total	189 487,6	168 771,5	169 539,8	126 234,2	115 813,3

L'actif sous gestion, qui regroupe notamment les sommes du fonds général, des fonds distincts et des fonds communs de placement, ainsi que certains actifs gérés pour des tiers (catégorie « Autres »), a augmenté de 12,5 % si on compare à l'année 2018 et atteignait 100,2 milliards de dollars au 31 décembre 2019.

L'actif sous administration était pour sa part de 89,2 milliards de dollars au 31 décembre 2019, en hausse de 12 % par rapport à l'année précédente. L'actif sous administration comprend essentiellement les actifs de tiers qui sont administrés par l'entremise des sociétés de courtage en fonds communs de placement (notamment Investia Services financiers et FundEX Investments) et en valeurs mobilières (iA Valeurs mobilières) de même que par la société de fiducie (iA Fiducie).

Fonds général

Placements du fonds général

L'objectif de la société est de gérer avec rigueur et prudence les placements en recherchant l'équilibre entre l'obtention de bons rendements et le contrôle des risques. En plus de maintenir une saine diversification des placements, tant en ce qui regarde les émetteurs et les secteurs d'activité qu'en ce qui regarde les régions géographiques, la société surveille étroitement l'appariement et elle s'assure de maintenir en tout temps un niveau suffisant de liquidités. Pour plus d'information sur le risque de liquidité et sa gestion, ainsi que sur le processus d'appariement et les mesures prises par la société pour atténuer les risques liés à ce processus, se référer à la section « Gestion des risques » du présent rapport de gestion.

La majeure partie de l'actif des fonds lié aux activités d'assurance et de rentes est principalement investie dans des titres à revenu fixe, comme les obligations, et, dans une moindre part, dans des titres de participation (actions). L'actif lié au capital est pour sa part investi dans des titres à revenu fixe et dans des actions privilégiées.

Composition des placements du fonds général

À la fin de l'année 2019, 68,8 % des placements de la société étaient investis dans des obligations et 9,7 % dans des prêts hypothécaires et autres prêts, pour un total de 78,5 % dans des titres à revenu fixe. La proportion des titres à revenu fixe a oscillé entre 76 % et 79 % au cours des cinq dernières années, tandis que la proportion des actions a varié entre 7 % et 11 %. L'implantation, au cours de l'année 2019, d'une stratégie d'investissement visant la réduction de la sensibilité des résultats aux variations macroéconomiques explique notamment la variation des postes « Actions » et « Autres placements » au cours de la période.

Placements du fonds général

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Obligations	27 508,5	23 592,3	22 944,1	21 086,8	19 278,1
Prêts hypothécaires et autres prêts	3 870,2	3 661,3	3 288,1	3 292,3	3 169,3
Actions	3 023,5	3 054,8	3 467,0	3 083,0	2 924,1
Immeubles	2 076,6	1 720,5	1 340,8	1 237,8	1 215,9
Autres placements ⁴¹	3 440,4	2 550,0	2 781,9	2 391,0	2 362,2
Total	39 919,2	34 578,9	33 821,9	31 090,9	28 949,6

Placements par catégories d'actifs

	Aux 31 décembre	
	2019	2018
Portefeuille	39,9 G\$	34,6 G\$
Obligations	68,8 %	68,3 %
Prêts hypothécaires et autres prêts	9,7 %	10,6 %
Actions	7,6 %	8,8 %
Immeubles	5,2 %	5,0 %
Autres	8,7 %	7,3 %

Qualité générale des placements

Au 31 décembre 2019, le montant des placements douteux nets avait diminué de 5,0 millions de dollars. Sur un portefeuille de 39,9 milliards de dollars, cela ne représentait que 0,03 % des placements totaux (0,05 % au 31 décembre 2018).

La qualité générale des placements est demeurée très bonne en 2019.

Placements douteux nets (excluant les prêts assurés)

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Obligations	10,1	12,8	15,1	16,9	6,0
Prêts hypothécaires et autres prêts	0,8	3,1	8,3	6,5	8,2
Total	10,9	15,9	23,4	23,4	14,2

Les placements douteux nets sont composés des obligations et des prêts hypothécaires conventionnels en souffrance depuis trois mois ou plus, des prêts restructurés ainsi que d'autres prêts en défaut, et ils tiennent compte des provisions spécifiques pour pertes comptabilisées en contrepartie de ces éléments d'actif.

Placements douteux nets en pourcentage des placements totaux

(%)	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Placements douteux nets	0,03	0,05	0,07	0,08	0,05

Pour l'ensemble du portefeuille de placements, les moins-values non réalisées sur les titres de sociétés à revenu fixe classés comme disponibles à la vente s'élevaient à 1,7 million de dollars au 31 décembre 2019 (23,1 millions de dollars au 31 décembre 2018).

Portefeuille d'obligations

La société possède un portefeuille obligataire de grande qualité qui totalisait 27,5 milliards de dollars au 31 décembre 2019.

Conformément aux règles définies dans les politiques de placement, la société investit en très grande partie dans des obligations dont la cote de crédit est de niveau BBB faible ou supérieur au moment de leur acquisition, selon la cote de crédit attribuée par l'une des agences de notation reconnues. Dans les cas où aucune évaluation n'est disponible de la part d'une agence de notation, la société procède, à l'interne, à une évaluation de la qualité des titres en question.

La proportion des titres obligataires de qualité A ou supérieure se situait à 83,3 % du portefeuille à la fin de 2019, comparativement à 82,5 % du portefeuille à la fin de 2018. Au 31 décembre 2019, les titres cotés BB et moins (titres à haut rendement) représentaient 238,0 millions de dollars (0,9 % du portefeuille), comparativement à 184,3 millions de dollars au 31 décembre 2018 (0,8 % du portefeuille).

Obligations par cotes de crédit

Portefeuille	Aux 31 décembre	
	2019	2018
Portefeuille	27,5 G\$	23,6 G\$
AAA	6,8 %	5,2 %
AA	47,6 %	35,4 %
A	28,9 %	41,9 %
BBB	15,8 %	16,7 %
BB et moins	0,9 %	0,8 %

En plus d'investir dans des obligations émises par voie de placements publics (obligations gouvernementales et obligations de sociétés publiques), la société investit aussi dans des obligations émises par voie de placements privés. Ces obligations offrent des possibilités d'investissement qui ne sont généralement pas disponibles sur le marché public et présentent des caractéristiques de rendement et de risque qui conviennent aux activités d'une société d'assurance vie. Elles permettent également d'avoir un accès plus grand à l'information qui émane des émetteurs. Les obligations émises par voie de placements privés ne bénéficient toutefois pas d'un même niveau de liquidités et sont susceptibles d'être touchées par l'évolution des conditions de crédit dans le marché. Au 31 décembre 2019, les obligations provenant d'émissions privées représentaient 4,7 milliards de dollars, ce qui correspondait à 17,3 % du portefeuille obligataire (4,2 milliards de dollars, ou 17,9 % du portefeuille, au 31 décembre 2018).

⁴¹ En 2017, un élément classé sous « Autres placements » a été reclassé dans « Autres actifs » du bilan. Le changement se reflète jusqu'en 2015 inclusivement.

Portefeuille d'obligations

	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Valeur comptable du portefeuille (millions \$)	27 508,5	23 592,3	22 944,1	21 086,8	19 278,1
Répartition par catégories d'émetteurs (%)					
Gouvernements ⁴²	49,7	50,7	52,0	51,4	50,0
Municipalités	4,8	5,1	5,0	4,4	5,2
Sociétés – émissions publiques	28,2	26,3	26,1	26,2	25,9
Sociétés – émissions privées	17,3	17,9	16,9	18,0	18,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts

Le portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts atteignait 3,9 milliards de dollars au 31 décembre 2019, en hausse de 208,9 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2018. Près du tiers de ce portefeuille, soit 1,2 milliard de dollars, était titrisé à la fin de 2019 par le biais du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (OHC) de la SCHL.

Les prêts hypothécaires comme tels se chiffraient à 3,1 milliards de dollars à la fin de 2019 et leur qualité demeurait excellente. Le taux de délinquance est demeuré stable et très bas au cours de l'année et s'élevait à 0,08 % au 31 décembre 2019. Au total, les prêts hypothécaires délinquants ne représentaient que 2,5 millions de dollars au 31 décembre 2019 (2,6 millions de dollars au 31 décembre 2018). La donnée sur le taux de délinquance tient compte des prêts hypothécaires assurés et non assurés.

Taux de délinquance en pourcentage des prêts hypothécaires

(%)	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Taux de délinquance	0,08	0,09	0,34	0,27	0,29

Comme le montre le tableau ci-dessous, les prêts hypothécaires assurés ont représenté environ les trois quarts du montant total de prêts hypothécaires au cours des récentes années (73,8 % en 2019).

Portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts

(%)	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Valeur comptable du portefeuille (millions \$)					
Prêts hypothécaires	3 076,2	2 999,4	2 718,5	2 776,5	2 877,2
Autres prêts – financement automobile	794,0	661,9	569,6	515,8	292,1
Total	3 870,2	3 661,3	3 288,1	3 292,3	3 169,3
Répartition des prêts hyp. par types de prêts (%)					
Prêts assurés	73,8	76,4	78,1	77,1	76,0
Prêts conventionnels	26,2	23,6	21,9	22,9	24,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Taux de délinquance des prêts hypothécaires (%)	0,08	0,09	0,34	0,27	0,29

La proportion des prêts hypothécaires garantis par des propriétés résidentielles unifamiliales et multirésidentielles s'élevait par ailleurs à 91,6 % au 31 décembre 2019 (91,4 % au 31 décembre 2018). Cette proportion demeure au-dessus de 80 % depuis plusieurs années.

Prêts hypothécaires par types de propriétés

	Aux 31 décembre	
	2019	2018
Portefeuille	3,1 G\$	3,0 G\$
Résidentielles	37,0 %	36,0 %
Multirésidentielles	54,6 %	55,4 %
Non résidentielles	8,4 %	8,6 %

En plus des prêts hypothécaires et autres prêts, la société gère aussi des actifs pour des tiers. Au total, le portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts de la société plus les actifs gérés pour des tiers s'élevait à 12,9 milliards de dollars au 31 décembre 2019 (13,0 milliards de dollars au 31 décembre 2018).

Finalement, notons que la société a décidé en septembre 2019 de cesser d'accepter les nouvelles demandes de prêts résidentiels afin de concentrer ses activités hypothécaires sur les prêts multirésidentiels et commerciaux. Une équipe demeure en place afin de soutenir et d'honorer les engagements de la société envers les clients de prêts résidentiels existants.

Portefeuille d'actions

Au 31 décembre 2019, les placements en titres de participation s'élevaient à 3 milliards de dollars, ou à 7,6 % des placements totaux de la société, comparativement à 3,1 milliards de dollars, ou à 8,8 % un an auparavant.

Les placements en titres de participation, ainsi que les actions privilégiées de la société, sont utilisés pour appairer le passif à long terme des contrats d'assurance et pour couvrir des engagements liés à certains contrats d'assurance vie universelle. Le portefeuille d'actions qui sert à appairer les engagements à long terme a produit un rendement de 19,5 % en 2019, tandis que les actions privilégiées de la société ont connu un rendement de 10,5 % en 2019. Les actions privées occupent par ailleurs une place de plus en plus importante au sein du portefeuille. Cette catégorie d'actions offre des possibilités de diversification, de rendement et d'appariement des engagements à long terme.

Portefeuille d'actions par types d'appariements

	Aux 31 décembre	
	2019	2018
Portefeuille	3,0 G\$	3,1 G\$
Engagements à très long terme	49,7 %	55,9 %
Polices universelles	29,4 %	26,2 %
Capital (actions privilégiées)	20,9 %	17,9 %

⁴² Émetteurs gouvernementaux et ceux ayant une garantie directe ou indirecte équivalente, à l'exclusion des émetteurs municipaux

La stratégie de gestion utilisée pour le portefeuille d'actions tend à optimiser le rendement par l'entremise d'investissements faits dans des actions privilégiées, des actions ordinaires, des indices boursiers et des fonds de placement. La société privilégie une politique de diversification par secteurs industriels et par émetteurs afin de limiter son exposition au risque de concentration et de participer à la croissance de tous les principaux secteurs économiques.

Portefeuille d'actions

	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Valeur comptable du portefeuille (millions \$)	3 023,5	3 054,8	3 467,0	3 083,0	2 924,1
Répartition par catégories d'actions (%)					
Actions ordinaires et unités de fonds de placement	27,3	35,7	41,2	43,3	50,3
Actions privilégiées	18,5	16,3	18,3	19,7	19,1
Indices boursiers	10,3	10,2	14,3	13,7	13,0
Actions privées	43,9	37,8	26,2	23,3	17,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Portefeuille immobilier

La société comptabilise les immeubles de placement à la juste valeur. La valeur comptable des immeubles de placement a augmenté de 356,1 millions de dollars au cours de la dernière année, pour s'établir à 2,1 milliards de dollars au 31 décembre 2019. La variation de la valeur des immeubles est habituellement attribuable au montant net des acquisitions et des dispositions, à l'augmentation de la juste valeur des immeubles de placement qui ont été réévalués au cours de l'année et, s'il y a lieu, à des dépenses en capital pour certaines propriétés. Les placements immobiliers représentaient 5,2 % des placements totaux au 31 décembre 2019.

Le taux d'occupation des immeubles de placement a légèrement diminué durant l'année (94,50 % au 31 décembre 2019 comparativement à 95,0 % au 31 décembre 2018). Il continue de se comparer très favorablement aux taux d'occupation des immeubles locatifs commerciaux des grandes villes canadiennes.

Les immeubles de bureaux représentent plus de 80 % des placements immobiliers.

Immeubles de placement

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Valeur comptable du portefeuille	2 076,6	1 720,5	1 340,8	1 237,8	1 215,9
Taux d'occupation	94,0%	95,0 %	93,0 %	90,2 %	90,1 %

Immeubles de placement par catégories de propriétés

	Aux 31 décembre	
	2019	2018
Portefeuille	2,1 G\$	1,7 G\$
Bureaux	85,0%	85,2 %
Commerces de détail	4,4 %	12,5 %
Immeubles industriels	3,2 %	2,0 %
Immeubles multirésidentiels, terrains et autres	0,4 %	0,3 %

Instruments financiers dérivés

La société utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt, des marchés boursiers, des devises et du crédit. Ces instruments sont principalement composés de swaps de taux d'intérêt, d'indices de marché et de taux de change, ainsi que de contrats à terme de gré à gré, de contrats à terme standardisés et d'options.

Les instruments financiers dérivés de la société sont utilisés dans le cadre de son programme de couverture dynamique des risques (*hedging program*). Ce programme vise à atténuer la sensibilité des garanties de capital liées à certains produits de fonds distincts aux fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers.

La société utilise aussi des instruments financiers dérivés dans la mise en place de stratégies d'amélioration de l'appariement des actifs supportant les passifs à long terme en assurance vie ainsi que pour couvrir le risque lié aux fonds des polices universelles.

La société utilise des instruments financiers dérivés afin de couvrir son exposition au risque de devise lorsqu'elle investit dans des actifs qui ne sont pas dans la même devise que les passifs supportés par ces actifs.

Finalement, la société a mis en place une stratégie d'investissement qui utilise des options afin d'obtenir une exposition synthétique aux marchés boursiers tout en réduisant son profil de risque face à des variations macroéconomiques.

Le tableau ci-dessous présente certaines valeurs relatives aux instruments financiers de la société. Pour de l'information additionnelle, se référer à la note 8 des états financiers consolidés de la société.

Intruments financiers dérivés – Juste valeur et exposition

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2019	2018
Juste valeur nette ⁴³	548	(204,3)
Montant nominal de référence ⁴⁴	29 905	17 432

Autres placements

La catégorie « Autres placements » est constituée de la trésorerie et d'équivalents de trésorerie, des avances sur contrats (la majorité des contrats d'assurance, à l'exception des contrats d'assurance temporaire, permettent aux titulaires d'obtenir une avance sur la valeur de rachat de leurs contrats), d'instruments financiers dérivés, de placements à court terme et d'autres placements. Ces placements totalisaient 3,4 milliards de dollars au 31 décembre 2019 (2,6 milliards de dollars au 31 décembre 2018).

⁴³ Juste valeur positive des instruments financiers dérivés présentée à l'actif dans les états de la situation financière consolidés, moins la juste valeur négative présentée au passif

⁴⁴ Montant qui sert à déterminer le montant contractuel des flux monétaires à être échangés

Fonds de placement (fonds distincts et fonds communs de placement)

Actif des fonds de placement

L'actif des fonds de placement de iA Groupe financier totalisait 39,5 milliards de dollars au 31 décembre 2019 (27,9 milliards de dollars en fonds distincts et 11,6 milliards en fonds communs de placement), ce qui représente une hausse par rapport à l'année 2018. La hausse s'explique essentiellement par l'environnement favorable des marchés financiers, ainsi que par les ventes positives de fonds distincts.

Actif des fonds distincts et des fonds communs de placement

(En milliards de dollars)	Aux 31 décembre				
	2019	2018	2017	2016	2015
Fonds distincts	27,9	23,8	24,1	21,8	19,8
Fonds communs de placement	11,6	10,8	11,7	10,9	10,4

Gamme de fonds

iA Groupe financier propose une gamme de fonds de placement vaste et diversifiée. Au 31 décembre 2019, l'offre de la société comptait près de 200 fonds destinés à ses clients et plus de la moitié de l'actif de ces fonds était géré à l'interne.

La société a continué de remodeler son offre de fonds distincts en 2019 en vue d'une plus grande diversité et d'une meilleure complémentarité. Des fonds ont été ajoutés, principalement dans le segment des fonds d'actions étrangères, ainsi que deux stratégies à potentiel de rendements supérieurs visant les titres à revenu fixe. De plus, certains fonds de moindre envergure ou suscitant moins d'intérêt ont été fusionnés afin de maintenir l'offre à un nombre de fonds raisonnable.

Du côté des fonds communs de placement, la filiale Placements iA Clarington a également revu sa gamme de fonds au cours de 2019. Elle a notamment apporté des améliorations à ses solutions gérées, dont l'ajout de cinq gestionnaires de portefeuilles reconnus, et effectué des changements sur le plan des responsabilités de gestion pour certains autres fonds. Elle a aussi lancé de nouveaux fonds, dont de nouvelles séries FNB (fonds négociés en bourse) à gestion active et des fonds qui favorisent les actions étrangères.

Finalement, dans le secteur de l'Épargne et retraite collectives, la société a enrichi son offre de quelques fonds, notamment dans le segment des actifs alternatifs, un segment très en demande auprès de la clientèle des caisses de retraite.

Fonds de placement de iA Groupe financier en vigueur

	Au 31 décembre 2019	
	Actif (Milliards \$)	Répartition de l'actif
Fonds distincts	27,9	71 %
Fonds communs de placement	11,6	29 %
Total	39,5	100 %

Rendements des fonds de placement

Alors que le contexte géopolitique a rarement été aussi mouvementé qu'en 2019, les marchés boursiers ont remarquablement bien résisté. Bien que le rebond après le creux de fin 2018 était attendu selon les tendances historiques, son ampleur a fortement surpris. En effet, la progression de l'indice MSCI Monde tous pays, baromètre qui mesure la vigueur de l'ensemble des marchés boursiers, a été la plus vigoureuse depuis 2013, atteignant près de 25 % (devises locales). Quant à la bourse américaine, représentée par l'indice S&P 500, elle a progressé d'un remarquable 31,5 % en 2019 (24,8 % en devise canadienne). Le marché boursier canadien a aussi bien progressé, avec un rendement de 22,9 %. Même les marchés obligataires ont participé à la fête grâce à la baisse des taux d'intérêt. À titre d'exemple, le marché obligataire canadien, représenté par l'indice obligataire universel FTSE Canada, a avancé de 6,9 % en 2019.

Alors que l'année 2018 avait été caractérisée par la désynchronisation de la croissance économique mondiale, l'année 2019 a été marquée par une certaine mollesse des principaux indicateurs économiques, qui se sont améliorés quelque peu vers la fin de l'année. Les signes de ralentissement ont donc incité à une détente monétaire synchronisée des banques centrales, dont la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne, sans oublier celles de plusieurs pays émergents, soutenant fortement les marchés boursiers et obligataires.

Dans ce contexte où l'ensemble des marchés financiers ont bien progressé en 2019, la performance d'une très grande majorité de nos fonds d'investissement a donc été excellente pour nos clients.

Lorsque comparés avec ceux de la concurrence, les rendements de nos fonds sont légèrement supérieurs à la moyenne pour l'année. Les rendements de l'ensemble des fonds de placement, de même que l'information financière qui s'y rapporte, sont présentés dans les rapports financiers sur les fonds de placement préparés par iA Groupe financier.

Gestion des risques

La section « Gestion des risques » du rapport de gestion comporte certaines des informations exigées en vertu de la norme IFRS 7, intitulée *Instruments financiers : informations à fournir*, des Normes internationales d'information financière (IFRS) portant sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers. Ces informations, qui se trouvent dans les sections ombragées, font partie intégrante des états financiers consolidés audités de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, considérant que la norme permet des renvois entre les notes afférentes aux états financiers et le rapport de gestion. En raison des renvois qui sont faits aux états financiers, la terminologie utilisée dans cette section est celle que l'on retrouve en général dans les états financiers.

En tant que groupe financier, iA Société financière assume une variété de risques inhérents au développement et à la diversification de ses activités. Elle met ainsi de l'avant une gestion des risques qui s'harmonise avec sa stratégie d'expansion des affaires. L'objectif de la gestion des risques de la société est de générer une valeur maximale durable pour ses clients, ses actionnaires, ses employés et pour la collectivité auprès de laquelle elle demeure activement présente. Plus précisément, la société est soucieuse de procéder à une gestion saine et prudente des risques en promouvant une approche visant l'équilibre entre l'atteinte des objectifs stratégiques et la prise de risque, approche caractérisée par la considération des risques dans la prise de décision, l'alignement sur les orientations stratégiques et le respect de l'appétit et de la tolérance aux risques. La gestion des risques permet également de veiller à ce que la société réponde à ses engagements envers les titulaires de polices, ses créanciers et les autorités réglementaires.

La gestion des risques de la société repose sur un code de conduite et une culture solides ainsi que sur un encadrement efficace. Dans la mise en œuvre de ses stratégies et de ses décisions d'affaires, la société maintient une vision d'ensemble et fait constamment preuve de prudence afin de protéger sa réputation et la valeur de la société. La société porte aussi une attention particulière à la suffisance de son capital en maintenant un ratio de solvabilité supérieur à celui exigé par les autorités réglementaires.

Principes et responsabilités en matière de gestion des risques

La société définit le risque comme la possibilité que se produise un événement qui aura un impact sur la réalisation de ses objectifs. Une gestion des risques saine et efficace repose sur l'identification, la mesure et l'évaluation, la compréhension et la communication des risques auxquels la société est exposée dans le cours de ses activités.

Conformément à ce principe, la société a mis en place un cadre de gestion intégrée des risques qui est appliqué sur une base continue et qui est pris en considération dans l'élaboration des stratégies d'affaires de la société et dans l'ensemble de ses activités.

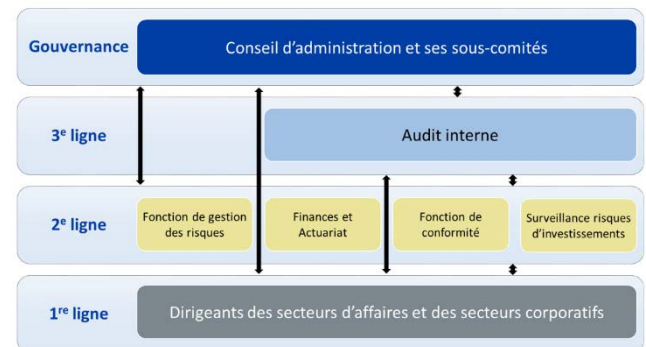
Le cadre de gestion intégrée des risques a pour but d'identifier, de mesurer, d'évaluer, de comprendre, de gérer et de surveiller les risques auxquels la société est exposée dans le cours de ses activités. Le cadre a également pour objectif de définir l'appétit et la tolérance au

risque que la société accepte d'assumer afin de réaliser sa stratégie d'affaires en vue d'atteindre ses objectifs. Enfin, le respect du cadre permet d'assurer que les informations pertinentes relatives aux risques sont communiquées et partagées entre les différents intervenants impliqués dans la gestion des risques au moment opportun et sur une base régulière.

Le cadre de gestion intégrée des risques fournit ainsi au conseil d'administration une assurance raisonnable que tous les éléments requis sont en place au sein de l'entreprise pour assurer une gestion efficace des risques. Le respect et l'application du cadre permettent de préserver et de faire rayonner au sein de la société une saine culture de gestion des risques.

Le cadre de gestion intégrée des risques est régi par une politique globale dont le but est de classer et de définir les risques auxquels la société est exposée, de préciser la gouvernance et la structure organisationnelle de la gestion des risques, y compris les rôles et les responsabilités des différents intervenants impliqués dans le processus de gestion des risques, et de repérer les étapes clés de ce processus, notamment en matière d'identification, de mesure, d'évaluation, de communication et de surveillance.

Le schéma ci-après illustre les niveaux de responsabilités à l'égard de la gestion intégrée des risques au sein de la société.



S'appuyant sur une solide culture de risque, l'approche de gestion du risque de la société comprend un modèle de gouvernance des « trois lignes de défense ». L'approche distingue les responsabilités entre ceux qui prennent le risque, ceux qui le surveillent et ceux qui fournissent une évaluation indépendante sur la démarche globale.

En première ligne de défense se retrouvent le président et chef de la direction de même que les dirigeants des secteurs d'affaires et des secteurs corporatifs. C'est à eux qu'incombe la responsabilité de sélectionner et d'exécuter les stratégies d'affaires en s'assurant de respecter l'appétit et la tolérance au risque établi par la société, tout en veillant à un bon équilibre à long terme entre le risque encouru et le rendement généré. Ils sont également responsables d'assurer la mise en application des politiques et des procédures, d'identifier, de communiquer et de gérer les risques qui menacent l'atteinte des objectifs établis dans leurs champs de responsabilités respectifs.

En deuxième ligne de défense se situent la fonction de gestion des risques et la fonction de conformité, lesquelles sont chapeautées respectivement par le chef de la gestion des risques et le chef de la conformité. Y sont inclus également les secteurs des Finances et de l'Actuariat ainsi que la Surveillance des risques d'investissements. Cette deuxième ligne est chargée de coordonner l'application et le respect du cadre de gestion intégrée des risques au sein de la société et de veiller à ce que les politiques et procédures appropriées soient établies et mises en œuvre efficacement par la première ligne de défense. À cette fin, elle coordonne, encadre et supporte la première ligne de défense dans l'évaluation rigoureuse des risques significatifs auxquels la société est exposée. Elle travaille conjointement avec la première ligne pour assurer une gestion prudente et disciplinée en

préservant la réputation et la pérennité de la société. Les deux premières lignes de défense ont également la responsabilité de tenir le conseil d'administration régulièrement informé au sujet des principaux risques auxquels la société est exposée et des mesures qui sont prises pour gérer ces risques.

Le chef de la gestion des risques et son équipe travaillent en étroite collaboration avec les autres fonctions de deuxième ligne ainsi qu'avec la première ligne de défense afin d'assurer la promotion d'une culture de saine gestion des risques à travers l'organisation. Sur la base d'une vue holistique des risques et en considérant les interrelations pouvant exister entre ceux-ci, il communique les informations pertinentes à la haute direction ainsi qu'au conseil d'administration.

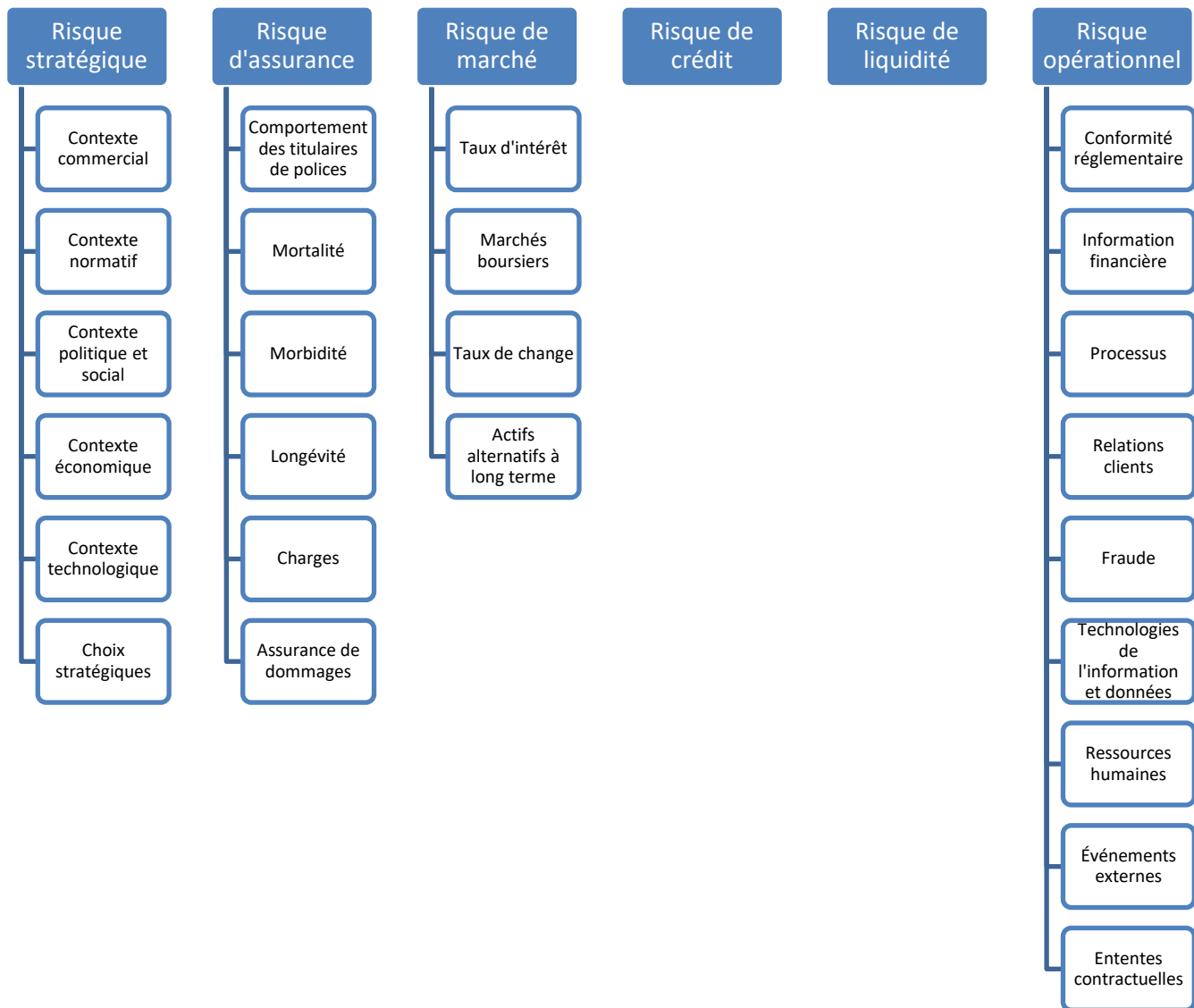
En troisième ligne de défense, l'audit interne évalue l'efficacité du cadre de gestion intégrée des risques, recommande des améliorations aux intervenants impliqués dans le processus et fait état de la situation au comité d'audit du conseil d'administration.

Le conseil d'administration vérifie et approuve la politique globale qui régit le cadre de gestion intégrée des risques ainsi que les modifications qui y sont apportées. Il approuve aussi le niveau de risque global que la société est disposée à assumer ainsi que les seuils de tolérance que la société est prête à accepter afin d'atteindre ses objectifs d'affaires et de croissance.

Le cadre de gestion intégrée des risques est également appliqué dans les filiales de la société. Des liens fonctionnels sont établis entre les fonctions de gestion des risques et de conformité et les responsables de gestion des risques et de conformité dans les filiales.

Il est de plus à noter que les conseils d'administration des filiales, qui sont composés de membres reconnus pour leur expertise dans leurs domaines respectifs ou de cadres supérieurs de la société mère, ont un rôle important à jouer dans la gestion des risques.

Catégories de risques



Le schéma ci-dessus illustre les catégories de risques auxquels la société est exposée dans la poursuite de ses objectifs stratégiques. Une description sommaire de ces risques et des processus de gestion relatifs à chacun est donnée dans les pages qui suivent.

La société est aussi exposée au risque de subir une atteinte à sa réputation. Ce risque peut résulter de la réalisation d'un ou de plusieurs des risques figurant dans les six catégories ci-dessus. Il pourrait notamment se manifester à la suite d'une négligence ou d'un geste non autorisé posé par un employé ou une autre personne liée à la société, d'un comportement inapproprié d'un de ses représentants ou d'un autre événement pouvant avoir une incidence défavorable, à tort ou à raison, sur la perception du public vis-à-vis de la société et entraîner éventuellement une diminution de la clientèle, des pertes de revenus ou des frais de litiges importants.

Chacune de ces catégories de risque peut se manifester sous forme de risques avérés ou de risques émergents. La gestion de ces risques à travers l'organisation est donc modulée en conséquence.

Chacune de ces six catégories de risques fait l'objet de stratégies de gestion qui lui sont spécifiques. Cela dit, la gestion de ces risques se base sur un élément commun fondamental qui transcende l'organisation; la culture de gestion du risque. Celle-ci peut se définir comme étant les réflexes comportementaux adoptés par les employés de la société qui observent et mettent en application au quotidien les principes du cadre de gestion intégrée des risques, dans leurs activités quotidiennes et la réalisation de leur mandat. L'ensemble de ces comportements est également encadré par le respect d'un esprit éthique et de transparence dans les décisions prises. Cette culture et ces comportements constituent la base solide et commune des activités de gestion des risques observées dans la société.

Risque stratégique

Le risque stratégique peut découler de mauvais choix stratégiques ou d'une adaptation inadéquate aux changements qui surviennent dans l'environnement commercial, normatif, politique, économique ou technologique.

Risque lié au contexte commercial – Les secteurs de l'assurance et de la gestion du patrimoine sont hautement concurrentiels. Il est possible que des pressions concurrentielles entraînent une augmentation des pressions exercées sur le modèle d'affaires et nuisent à la rentabilité globale de la société. Des changements aux besoins et aux habitudes de consommation des clients pourraient également avoir un impact défavorable sur les résultats de la société si elle ne s'adapte pas adéquatement.

Risque lié au contexte normatif – Les institutions financières sont assujetties à une vaste gamme de lois et de règlements. Des changements liés à ces lois et règlements pourraient entraîner une hausse du temps et des ressources devant être alloués aux développements nécessaires pour assurer la conformité. La société est également exposée au risque lié aux changements aux normes comptables et actuarielles.

Risque lié au contexte politique et social – Un événement ou une décision d'ordre politique pourrait avoir une incidence défavorable sur la pertinence des produits de la société ou sur sa rentabilité. Les risques liés aux changements climatiques sont également considérés. Au premier trimestre 2019, iA Groupe financier est devenu signataire des Principes pour l'investissement responsable (PRI) des Nations Unies par l'intermédiaire de sa filiale iA Gestion de placements. À ce titre, des critères d'analyse sont développés pour intégrer les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans le processus d'investissement.

Risque lié au contexte économique – Un changement à l'environnement économique, telle une dégradation des conditions sur les marchés financiers entraînant une hausse de la volatilité ou une hausse du risque de crédit, pourrait augmenter les pressions sur le modèle d'affaires ou avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, la solidité financière et l'accès aux capitaux de la société.

Risque lié au contexte technologique – Une mauvaise adaptation à un changement à l'environnement technologique pourrait avoir un impact sur l'intégrité de nos systèmes d'information et de notre infrastructure technologique ou pourrait, de façon plus générale, perturber la réalisation du plan d'affaires de la société.

Annuellement, ou plus fréquemment selon le jugement et les circonstances, la haute direction de la société réévalue les risques stratégiques avérés et émergents. Lors des exercices de planification stratégique corporative et sectorielle qui s'exécutent dans l'ensemble de l'organisation, ces risques sont pris en considération de manière à évaluer leur impact sur la stratégie de la société et, à l'inverse, de façon à identifier si des stratégies additionnelles doivent être déployées afin de les gérer ou de les mitiger.

Par ailleurs, la haute direction établit les stratégies et en supervise l'exécution. Son travail repose sur divers processus importants :

- Effectuer la planification stratégique tout en s'assurant de respecter le niveau de tolérance au risque établi et l'adéquation des fonds propres;
- Examiner la performance des stratégies et des risques des principales activités de la société.

Principaux risques stratégiques et émergents

Lors de la révision des risques stratégiques et émergents pour l'exercice 2019, les risques identifiés ont été revalidés et les stratégies mises en œuvre pour les gérer poursuivies.

Changements technologiques et dans la relation avec le client

L'arrivée de nouvelles technologies numériques et applicatives, jumelée à l'évolution démographique et aux préférences de nos clients, a mené la société à effectuer des choix stratégiques. À cet égard, l'organisation poursuit sa stratégie numérique de pointe, positionnant l'expérience client et l'expérience des partenaires au cœur de celle-ci.

Changements dans la réglementation – Œuvrant dans l'industrie de l'assurance et de la gestion patrimoine, la société est soumise aux exigences de plusieurs autorités réglementaires. La période actuelle est caractérisée par l'émergence de plusieurs nouvelles exigences réglementaires pouvant toucher une variété de sujets, dont, par exemple, les pratiques commerciales et le traitement équitable du client, la protection des renseignements personnels et des données et les nouvelles normes comptables. S'appuyant sur son rigoureux cadre de gestion des risques et de conformité, la société effectue une vigie efficace et se met rapidement en action pour se positionner de manière proactive face à ces nouvelles exigences.

Risque lié aux changements des conditions économiques – Œuvrant dans le secteur financier, la société dépend en partie des conditions économiques et financières des marchés sur lesquels elle est présente. Dans le contexte complexe et globalisé qui caractérise ces marchés, les conditions économiques peuvent varier subitement et avec un niveau élevé d'amplitude. Pour se prémunir contre ces changements imprévus, la société s'appuie sur un modèle d'affaires équilibré en sélectionnant des stratégies qui lui permette de se protéger tout en tirant avantage de différents contextes économiques. De par l'équilibre de sa stratégie, la société est donc en mesure de demeurer solvable et prospère et de poursuivre sa croissance à long terme, en dépit de la volatilité des conditions économiques.

Sécurité des données et cyberrisques

Dans le contexte des événements observés en 2019, la société a également porté une attention particulière au risque de vol de données et autres cyberrisques en renforçant son cadre de gestion des risques de cybersécurité (voir la description du dispositif dans la section sur le risque opérationnel).

Risque d'assurance

Le risque d'assurance correspond au risque de perte découlant de montants de prestations réelles plus élevés que ceux prévus au moment de la conception et de la tarification des produits. Cette catégorie de risque comprend les facteurs de risque liés au comportement des titulaires de polices, à la mortalité, à la morbidité, à la longévité, aux charges ainsi qu'à l'assurance de dommages. Le risque d'assurance peut se manifester à différentes étapes de la vie d'un produit, soit lors de la conception et de la tarification des produits, lors de la souscription ou du règlement des réclamations ainsi que lors de l'établissement des provisions mathématiques. La société a mis en place des contrôles et des processus à chacune de ces étapes visant à s'assurer d'une gestion adéquate de ces risques.

Conception et tarification des produits – Pour certains types de contrats, le risque d'assurance peut être partagé avec les titulaires de polices ou leur être transféré par l'intermédiaire de politiques de participation et de ristournes ou du fait qu'il est possible pour la société d'ajuster les primes ou les bénéfices futurs si les résultats techniques s'avèrent différents de ceux anticipés. Pour d'autres types de contrats, la société assume complètement le risque, d'où la nécessité de bien évaluer les engagements à cet égard.

La société s'est dotée d'une politique de gestion de conception et de tarification des produits en vertu de laquelle sont établies des normes et des directives. Ces normes et ces directives portent sur les méthodes de tarification, la formulation des hypothèses, les objectifs de rentabilité, l'analyse de la sensibilité de cette rentabilité selon divers scénarios, la documentation et la responsabilité des divers intervenants.

À cette étape de la vie d'un produit, le risque est principalement géré par l'entremise d'une analyse régulière de la suffisance de la tarification des produits de la société par rapport aux résultats techniques récents. Au besoin, les hypothèses de tarification sont révisées ou les diverses possibilités offertes par le marché de la réassurance sont mises à profit.

Souscription et règlement des réclamations – La société n'est pas fortement exposée au risque de concentration à des individus ou à des groupes étant donné la diversification géographique de sa clientèle. La portion la plus importante du risque de mortalité de la société se situe au Canada.

La société a établi des principes directeurs en matière de risque de souscription et de règlement des réclamations. Ils précisent notamment les niveaux de conservation (ou limites de rétention) de la société. Ces niveaux varient selon le type de protection et les caractéristiques des assurés et sont révisés régulièrement en fonction de la capacité de la société à gérer et à absorber les retombées financières associées à des résultats défavorables en ce qui regarde chaque risque. Une fois les niveaux atteints, la société a recours à la réassurance pour couvrir le risque excédentaire.

Dans le cours normal de ses activités, la société utilise des ententes de réassurance pour limiter son risque à l'égard de chacun de ses assurés. La société s'est dotée d'une politique de gestion du risque lié à la réassurance en vertu de laquelle des montants maximaux de prestations, qui varient selon les secteurs d'activité, sont établis en assurance vie et maladie. La société possède également des traités de réassurance qui couvrent les pertes financières relativement à de multiples demandes de règlement qui pourraient survenir à la suite d'événements catastrophiques qui toucheraient plusieurs assurés. Une de ces ententes porte notamment sur des événements pouvant causer des pertes excédant 200 millions de dollars, jusqu'à concurrence d'un maximum de 400 millions de dollars, ce qui équivaut à un montant d'indemnisation maximal pouvant atteindre 200 millions de dollars.

Établissement des provisions mathématiques – Dans une société d'assurance, l'établissement des provisions mathématiques est un processus complexe qui s'appuie sur des modèles de projections financières et des hypothèses afin de déterminer la valeur des montants qui seront versés dans l'avenir aux titulaires de polices et aux bénéficiaires. Des études internes sur l'évolution des résultats techniques ainsi que des sources externes d'informations font l'objet d'un suivi aux fins de révision des hypothèses, ce qui peut donner lieu à des révisions des provisions mathématiques.

La société a élaboré une politique qui établit la documentation et les règles de contrôle nécessaires pour veiller à ce que les normes d'évaluation actuarielle de l'Institut canadien des actuaires (ou celles de tout autre organisme pertinent), de même que les normes de la société, soient respectées et appliquées de manière uniforme dans tous les secteurs et dans tous les territoires où la société exerce des activités.

Chaque année, l'actuaire désigné s'assure que l'évaluation des provisions mathématiques est conforme à la pratique actuarielle reconnue au Canada et que la sélection des hypothèses et des méthodes d'évaluation est appropriée.

Sensibilité de la société à certains risques d'assurance – Le tableau qui suit donne un aperçu de l'incidence sur le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de variations défavorables par rapport aux hypothèses prévues à l'égard de certains risques d'assurance.

Baisse du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pouvant résulter de variations défavorables par rapport aux hypothèses prévues

(En millions de dollars)	2019	2018
Risque d'assurance : variation défavorable de 5 %		
Taux de mortalité ⁴⁵	205	194
Taux de déchéance ⁴⁶	167	146
Coûts unitaires ⁴⁷	62	58
Taux de morbidité ⁴⁸	59	52

Des variations favorables par rapport aux hypothèses prévues auraient des incidences de même amplitude, mais en sens inverse.

Pour plus d'information sur la gestion du risque d'assurance, consulter les notes 13 et 14 des états financiers consolidés audités de la société.

⁴⁵ La variation défavorable s'exprime en supposant 105 % des taux de mortalité prévus, le tout ajusté pour refléter le caractère ajustable de certains produits.

⁴⁶ La variation défavorable s'exprime en supposant 95 % des taux de déchéance prévus pour les produits fondés sur les déchéances et 105 % des taux de déchéance prévus pour les autres produits, le tout ajusté pour refléter le caractère ajustable de certains produits.

⁴⁷ Ajustés pour refléter le caractère ajustable de certains produits

⁴⁸ La variation défavorable s'exprime en supposant 95 % des taux de cessation prévus lorsque l'assuré est ou devient invalide et 105 % des taux de survie prévus lorsque l'assuré est actif, le tout ajusté pour refléter le caractère ajustable de certains produits.

Risque de marché

La société est exposée au risque de marché, soit au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un contrat d'assurance ou d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des facteurs de risque de marché. Cette catégorie de risque comprend les facteurs de risque liés aux taux d'intérêt, aux marchés boursiers, aux taux de change et au rendement des actifs alternatifs à long terme.

La société a établi des politiques de placement qui comportent plusieurs mesures quantitatives visant à limiter l'incidence de ces risques. Ces politiques de placement font l'objet d'une révision annuelle et toute modification à ces politiques est soumise à l'approbation du conseil d'administration. La gestion et le respect de ces politiques font l'objet d'un suivi régulier et les résultats qui en découlent sont présentés au comité de placement du conseil d'administration au moins trimestriellement.

Risque lié aux taux d'intérêt – Une des activités de base d'un assureur consiste à investir les primes reçues des clients dans le but d'éventuellement verser des prestations dont l'échéance peut être éloignée dans le temps et incertaine, notamment en ce qui touche les prestations au décès et les versements de rentes. Le risque lié aux taux d'intérêt représente le risque de perte liée à la variation des taux d'intérêt de référence et à la variation des écarts de taux. Il peut survenir si les flux monétaires de l'actif ne peuvent pas être réinvestis à des taux d'intérêt suffisamment élevés par rapport à ceux du passif correspondant, ou si un actif doit être liquidé pour apparier les flux monétaires du passif et qu'une perte de valeur marchande en résulte en raison d'une hausse des taux d'intérêt. Ce risque dépend de la répartition des actifs choisis, de facteurs externes qui influencent les marchés, de la nature des garanties intrinsèques des produits et des options des titulaires de polices.

Afin d'atténuer ce risque, la société a élaboré un processus d'appariement rigoureux qui prend en considération les caractéristiques des engagements financiers liés à chaque type de produit de rente et d'assurance. Parmi les considérations importantes prises en compte dans le processus d'appariement, mentionnons la structure des flux monétaires prévus et le degré de certitude quant à leur échéance, le type de rendement (fixe ou variable), l'existence d'options ou de garanties inhérentes aux actifs et aux passifs, ainsi que la disponibilité d'actifs appropriés sur le marché. Certains passifs peuvent être immunisés dans une très large mesure contre les variations de taux d'intérêt parce qu'ils peuvent être adossés à des actifs offrant une structure de flux monétaires similaire.

Des stratégies d'investissement sont établies selon les caractéristiques des engagements financiers liés à chaque produit. Afin d'illustrer l'application de ces stratégies, les passifs sont divisés en trois grandes catégories, telles que présentées ci-dessous, en fonction de la structure des engagements financiers sous-jacents.

Passifs nets selon le type d'appariement

	Aux 31 décembre			
	2019		2018	
	M\$	%	M\$	%
Passifs immunisés				
Sur base des flux monétaires	7 500	25 %	6 425	25 %
Comptes de la police universelle	1 533	5 %	1 437	6 %
Total partiel	9 033	30 %	7 862	31 %
Passifs non immunisés	21 294	70 %	17 745	69 %
Total	30 327	100 %	25 607	100 %

1) Passifs immunisés sur base des flux monétaires

Cette catégorie représente 25 % des passifs relatifs aux polices et reflète principalement les engagements relatifs aux contrats de rentes et autres contrats d'assurance dont l'échéance est inférieure à trente ans.

L'objectif principal ici ciblé par la société est de minimiser son exposition à la sensibilité liée aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans cette optique, pour les passifs immunisés sur la base des flux monétaires, l'objectif poursuivi par la stratégie d'appariement est de maintenir au plus bas seuil possible la volatilité des écarts pouvant survenir entre les rendements réalisés sur les actifs et ceux prévus pour les passifs. Du côté des passifs, les rendements prévus comprennent les taux d'intérêt crédités aux contrats des clients et les marges pour fluctuations prévues dans l'évaluation actuarielle des passifs relatifs aux polices. Pour assurer un suivi approprié de l'état de l'appariement, les placements sont segmentés par blocs, établis selon la structure des flux monétaires des engagements, et le tout est regroupé par secteurs d'activité. Un examen rigoureux de ces blocs d'appariement est effectué chaque mois et plusieurs techniques sont mises à profit afin d'évaluer la qualité de l'appariement et ainsi guider la sélection des placements.

Afin de mesurer la sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt, la société utilise des mesures reconnues par les spécialistes en matière d'immunisation, telles que la durée et la dispersion. Les politiques de placement imposent qu'un écart maximal soit respecté entre le résultat des mesures appliquées aux actifs et le résultat correspondant obtenu pour les passifs. Ces résultats sont communiqués trimestriellement au comité de placement.

La société procède en outre à des analyses de sensibilité pour évaluer les conséquences financières qui résulteraient de divers types de fluctuations de la courbe des taux d'intérêt. Ces analyses sont effectuées à partir de scénarios stochastiques qui permettent de quantifier les risques résiduels pouvant subsister dans les portefeuilles. Des simulations à partir de scénarios prédéfinis sont également analysées afin de mesurer l'incidence de fluctuations spécifiques. Les analyses de sensibilité permettent en outre d'évaluer le comportement des marges de fluctuations futures prévues dans l'évaluation actuarielle des passifs de polices.

De plus, afin de minimiser le risque de réinvestissement qui peut survenir lorsque l'échéance de l'actif ne concorde pas avec celle du passif correspondant, les politiques de placement imposent aussi que les flux monétaires de l'actif tendent à correspondre à ceux des engagements. À cet effet, les politiques fixent des limites relatives et absolues quant à l'importance des flux monétaires nets cumulatifs, et ce, autant pour l'ensemble des blocs d'appariement réunis que pour chacun de ces blocs.

Pour cette catégorie de passifs, l'utilisation d'une approche d'immunisation très stricte permet de conclure que l'incidence sur le résultat net d'une baisse, ou d'une hausse, des taux d'intérêt serait négligeable.

2) Passifs immunisés liés aux comptes de la police universelle

Cette catégorie représente 5 % des passifs relatifs aux polices et comprend tous les passifs liés aux comptes de la police universelle pour lesquels le rendement est déterminé en fonction d'un indice de marché ou d'un indice de portefeuille. Pour ces passifs, l'appariement est réalisé en utilisant des actifs dont les caractéristiques correspondent à celles des engagements, ou à celles de l'indice de référence, de manière à reproduire de façon stricte les rendements crédités aux comptes sous-jacents.

Pour les comptes dont le rendement varie en fonction d'un indice, l'incidence sur le résultat net d'une variation des marchés boursiers appliquée aux actifs serait négligeable, puisqu'une variation équivalente serait appliquée aux passifs correspondants.

3) Passifs non immunisés

Cette catégorie correspond à 70 % des passifs relatifs aux polices de la société et englobe principalement des produits d'assurance individuelle dont les flux financiers ont une structure particulière et pour lesquels il n'est pas possible d'appliquer une stratégie d'immunisation classique. Pour cette raison, la société préconise pour cette catégorie une stratégie de gestion des placements qui vise à optimiser le rendement à long terme des actifs tout en utilisant les différents leviers disponibles afin de limiter son exposition au risque de réinvestissement.

Pour cette catégorie de passifs, une baisse généralisée des taux d'intérêt pourrait avoir une incidence défavorable sur le résultat net annuel aux actionnaires ordinaires, principalement en raison de la hausse des passifs relatifs aux polices qu'une telle baisse pourrait entraîner. En effet, à la suite d'une baisse des taux d'intérêt, les flux financiers réinvestis généreraient des revenus de placements plus faibles pour la durée totale des placements. Une baisse des taux d'intérêt pourrait entraîner une révision à la baisse de l'hypothèse de taux de réinvestissement initial (*Initial Reinvestment Rate*, ou *IRR*) alors qu'une baisse soutenue pourrait entraîner une baisse de l'hypothèse de taux de réinvestissement ultime (*Ultimate Reinvestment Rate*, ou *URR*) utilisées pour l'établissement des passifs relatifs aux polices.

La société utilise des actifs de grande qualité, constitués principalement de titres à revenu fixe à longue échéance, de titres de participation (actions ordinaires et privilégiées, indices boursiers, options sur indices boursiers et unités de fonds de placement) et d'immeubles. La répartition par classes d'actifs vise à obtenir un rendement optimal à l'échéance, en tenant compte des exigences de capital, des attentes concernant la structure des taux d'intérêt et des rendements des marchés boursiers. La stratégie tient en même temps compte des contraintes imposées par les politiques de placement, notamment en ce qui a trait à la diversification du portefeuille.

La société utilise également différents leviers. Parmi ces leviers, mentionnons la mise en place d'un programme de billets de cession interne qui permet l'échange de flux monétaires entre les secteurs d'activité et le recours à divers instruments financiers dérivés permettant de réduire le risque de réinvestissement (*IRR*).

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, des instruments financiers dérivés ont été utilisés dans le cadre des stratégies d'amélioration du rendement. Il est à noter que pour atténuer son risque lié aux variations des taux d'intérêt sur ces actifs non adossés à des passifs et sur ses activités de titrisation hypothécaire, la société a utilisé une comptabilité de couverture par l'entremise d'instruments dérivés d'une valeur nominale de 1 002 millions de dollars en 2019 (780 millions de dollars en 2018). Pour plus d'information à ce sujet, se référer aux notes 7 et 8 des états financiers consolidés de la société au 31 décembre 2019.

Les tableaux qui suivent donnent un aperçu de l'incidence sur le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et sur les autres éléments du résultat global du risque d'appariement et de taux d'intérêt.

Baisse du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pouvant résulter de variations défavorables

(En millions de dollars)	2019	2018
Risque de taux d'intérêt		
Baisse de 25 points centésimaux du taux de réinvestissement initial (<i>IRR</i>) ⁴⁹	(6)	26
Baisse de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement ultime (<i>URR</i>)	61	66

Hausse des autres éléments du résultat global pouvant résulter d'une variation des taux d'intérêt

(En millions de dollars)	2019	2018
Risque de taux d'intérêt		
Baisse de 25 points centésimaux des taux d'intérêt ⁵⁰	(6)	(2)

Des hausses similaires de l'*IRR*, de l'*URR* et des taux d'intérêt auraient une incidence similaire à une baisse de même amplitude, mais en sens inverse.

La société utilise une variation des taux d'intérêt pour sa sensibilité aux marchés de 25 points centésimaux pour l'*IRR* et de 10 points centésimaux pour l'*URR* parce qu'elle est d'avis que ces variations de taux d'intérêt sont raisonnables compte tenu de la situation des marchés au 31 décembre 2019.

L'impact de cette variation des taux d'intérêt ne tient pas compte de la protection à l'égard de l'*IRR* dans les provisions mathématiques de la société.

Risque lié aux marchés boursiers – Le risque lié aux marchés boursiers représente le risque de perte liée à la variation des marchés boursiers. La société est exposée à ce risque de diverses manières dans ses activités régulières par l'entremise : 1) des revenus d'honoraires perçus sur les fonds de placement gérés par la société, lesquels sont calculés en fonction de l'actif sous gestion; 2) des revenus futurs escomptés sur les fonds des polices universelles; 3) d'un renforcement des provisions mathématiques et 4) du revenu sur le capital généré par les actifs adossés au capital de la société. Pour ces éléments, la société estime qu'une baisse soudaine des marchés de 10 % au 31 décembre 2019 aurait entraîné une diminution de 31 millions de dollars du résultat net et une diminution de 48 millions de dollars des autres éléments du résultat global sur une période de douze mois. Par ailleurs, une baisse de 25 % des marchés boursiers au 31 décembre 2019 aurait diminué le résultat net d'environ 116 millions de dollars et les autres éléments du résultat global de 121 millions de dollars sur une période de douze mois.

Mentionnons qu'à la suite d'une baisse de plus de 24 % des marchés boursiers (par rapport à leurs niveaux du 31 décembre 2019), et toutes autres choses étant égales par ailleurs, la société n'aurait plus de marge de manœuvre pour absorber, sans incidence importante sur ses provisions mathématiques relatives aux affaires d'assurance individuelle, une baisse additionnelle des marchés boursiers.

En plus de l'effet sur le bénéfice, une baisse des marchés boursiers peut également avoir un effet sur le ratio de solvabilité de la société.

⁴⁹ Ces estimations ne considèrent aucune mesure compensatoire qui aurait pour effet d'atténuer l'incidence d'une baisse des taux d'intérêt. La société pourrait notamment reconsidérer la répartition investie dans chacune des classes d'actifs qui appartiennent les engagements à très long terme.

⁵⁰ Exclut toute révision à la baisse de l'*IRR* ou de l'*URR*.

Sensibilité du ratio de solvabilité aux variations de l'indice S&P/TSX (ESCAP)

	2019	2018
Ratio de solvabilité au 31 décembre	133 %	126 %
Indice S&P/TSX au 31 décembre	17 063	14 323
Niveau de l'indice S&P/TSX pour que le ratio de solvabilité se situe à 110 %	1 500	5 000
Niveau de l'indice S&P/TSX pour que le ratio de solvabilité se situe à 100 %	n. d.	1 900

Il est à noter que pour mesurer sa sensibilité aux marchés boursiers, la société a examiné l'incidence d'une variation de 10 % de ceux-ci à la fin de 2019, estimant qu'une variation de cet ordre était raisonnable dans le contexte actuel des marchés. Toutefois, afin de tenir compte de la possibilité qu'une variation des marchés boursiers supérieure à 10 % puisse donner lieu à des effets qui ne soient pas linéairement proportionnels, la société a aussi mesuré l'incidence d'une variation de 25 % des marchés.

Les fonds distincts représentent pour la société une exposition importante au risque de baisse des marchés boursiers. Afin d'atténuer une partie du risque lié à cette exposition, la société a mis en place un programme de couverture dynamique dont la description est donnée un peu plus loin dans cette section.

Un fonds distinct est un type d'investissement semblable à un fonds commun de placement, mais généralement assorti d'une garantie en cas de décès et d'une garantie à l'échéance. De plus, pour certains produits, une garantie peut s'appliquer lors d'un retrait partiel. En raison de la volatilité inhérente aux marchés boursiers, la société est exposée au risque que la valeur marchande des fonds distincts soit inférieure à leur valeur minimale garantie au moment où la garantie devient applicable et qu'elle doive alors compenser l'épargnant pour la différence, sous la forme d'une prestation. Afin d'avoir un aperçu de son exposition au risque lié aux garanties des fonds distincts, la société détermine le montant net au risque, c'est-à-dire l'excédent de la valeur minimale garantie sur la valeur marchande de l'ensemble des contrats qui se retrouvent dans cette situation à un moment donné dans le temps. Le montant net au risque ne constitue pas comme tel un montant de prestation à verser, car, en réalité, les prestations qui pourraient devoir être versées ultimement dans l'avenir dépendront de diverses éventualités, dont le rendement des marchés ainsi que la longévité et le comportement des titulaires de contrats.

Le tableau suivant montre des informations concernant l'actif des fonds distincts sous gestion dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel.

Gestion de patrimoine individuel Actif des fonds distincts sous gestion

(En millions de dollars)	2019	2018
Actif sous gestion	16 392	13 994
Valeur minimale garantie	13 753	12 936
Valeur des actifs sous-jacents aux garanties significatives ⁵¹	7 366	7 276
Valeur des actifs sous-jacents aux garanties minimales ⁵²	9 026	6 718

La totalité des contrats qui comportent des garanties significatives font partie du programme de couverture. La société assume 10 % du risque pour les garanties à maturité de certains de ces contrats émis préalablement à la mise en place du programme de couverture. Le risque des garanties au décès ainsi que celui des garanties minimales est limité et la société a décidé de ne pas les inclure dans son programme de couverture dynamique.

Le programme de couverture dynamique consiste, pour la société, à vendre à découvert des contrats à terme normalisés sur indices boursiers négociés à la bourse ainsi qu'à conclure des ententes relativement à des contrats à terme sur devises négociés à la bourse, des swaps de taux d'intérêt et des swaps internes de rendement total sur indices négociés à la bourse. Ce programme permet de couvrir en bonne partie la sensibilité du résultat net au rendement des fonds obligataires et des fonds d'actions ainsi qu'à la variation des taux d'intérêt découlant des garanties liées aux fonds distincts. Afin que la stratégie établie par la société couvre adéquatement les risques liés aux garanties couvertes, un rééquilibrage dynamique des instruments de couverture est effectué en fonction de l'évolution des conditions des marchés financiers.

Ainsi, les variations de la valeur économique du passif sont compensées en très grande partie par les variations des actifs détenus dans le cadre du programme de couverture dynamique. Au cours des huit derniers trimestres, l'efficacité trimestrielle de notre programme de couverture dynamique a évolué entre 90 % et 96 % en fonction notamment de la volatilité des marchés financiers. De plus, son efficacité a été de 93 % depuis sa mise en œuvre en octobre 2010, ce qui est un excellent résultat.

Dans le cadre du programme de couverture dynamique, la valeur du passif relatif aux garanties est mise à jour plusieurs fois par jour afin de refléter les différences entre les résultats réels et l'expérience prévue. Dans le processus de calcul de l'expérience prévue, la société utilise certaines hypothèses, notamment concernant la longévité des titulaires de polices et les rachats éventuels. L'hypothèse concernant les rachats comporte cependant certaines limites. Le moment et l'ampleur des retraits et des transferts de fonds effectués ne peuvent pas, en effet, être couverts à l'aide d'instruments financiers dérivés puisqu'ils dépendent des décisions prises par les titulaires de contrats. Une expérience défavorable par rapport à celle prévue peut donc altérer la qualité de la couverture.

Le programme de couverture dynamique n'a pas pour objectif d'éliminer entièrement les risques associés aux garanties couvertes. Plusieurs éléments peuvent avoir une incidence sur la qualité de la couverture et entraîner éventuellement un gain ou une perte à l'état des résultats. Le programme de couverture dynamique comporte, dans son processus même, certains risques qui peuvent limiter son efficacité, notamment les risques suivants :

- Le programme s'appuie sur le rééquilibrage dynamique des instruments de couverture dérivés. Une diminution de la liquidité de ces instruments entraînerait une incidence défavorable sur l'efficacité du programme;
- L'utilisation d'instruments dérivés de couverture comporte un risque de contrepartie qui est atténué par l'existence d'ententes avec garanties et dont le règlement net s'effectue sur base quotidienne;
- Il peut survenir un écart favorable ou défavorable entre les rendements réalisés sur les fonds distincts et ceux réalisés sur les positions de couverture détenues pour couvrir les garanties associées à ces fonds.

⁵¹ Représente la valeur des actifs sous-jacents à une garantie à maturité dont le risque est jugé significatif ou à une garantie de retrait.

⁵² Représente la valeur des actifs pour lesquels le risque des garanties est limité et que la société a décidé de ne pas inclure dans le programme de couverture dynamique.

Afin d'assurer une saine gestion du risque de baisse des marchés boursiers, des limites quantitatives et qualitatives d'utilisation des titres de participation sont définies dans les politiques de placement de la société. La composition cible de l'actif sous forme de titres de participation vise à maximiser les rendements de la société et à réduire le risque potentiel lié aux rendements minimaux garantis en vertu des engagements à long terme.

Les politiques de placement permettent à la société d'utiliser des instruments financiers dérivés. L'utilisation de ces derniers doit cependant respecter les limites de risques et les critères de prudence prévus dans les politiques de placement. La cote de crédit de l'institution financière utilisée en contrepartie doit notamment dépasser un certain seuil.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, des instruments financiers dérivés ont été utilisés dans le cadre des stratégies d'amélioration du rendement. L'utilisation d'options sur indices boursiers permet de maintenir une exposition aux marchés boursiers pour les actifs supportant les passifs non immunisés, tout en limitant la perte potentielle. De tels instruments ont également été utilisés dans le cadre du programme de couverture dynamique des garanties de fonds distincts ainsi que pour couvrir le risque lié aux fonds des polices universelles.

Risque de change – Le risque de change correspond au risque pour la société de devoir assumer des pertes découlant des taux de change reliés aux devises étrangères auxquelles la société est exposée. La société a adopté comme politique de ne pas conserver de risque important face aux devises. À cet effet, les éléments de passif sont généralement appariés avec des éléments d'actif exprimés dans la même devise, sinon, des instruments financiers dérivés sont utilisés afin de réduire l'exposition nette aux devises. Au 31 décembre 2019, la société n'était pas exposée à un risque de change important.

Risque lié au rendement des actifs alternatifs à long terme – Le risque lié au rendement des actifs alternatifs à long terme représente le risque de perte liée à la variation de la valeur des actions privées, des immeubles, des infrastructures, des terrains forestiers exploitables ainsi que des terres agricoles.

Afin d'atténuer ce risque, les politiques de placement de la société autorisent des investissements prudents dans le marché immobilier, les actions privées et l'infrastructure à l'intérieur de limites clairement définies, tant globalement que par régions géographiques. Les investissements immobiliers permettent notamment de supporter les engagements à long terme de certains secteurs d'activité, tel celui de l'Assurance individuelle, tout en contribuant à une saine diversification des placements de la société.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte liée à la détérioration de la qualité du crédit (décote) ou au défaut de contreparties. Ce risque provient principalement du crédit accordé sous forme de prêts, de placements privés et d'obligations de sociétés, mais aussi de l'exposition aux instruments financiers dérivés et aux réassureurs qui partagent nos engagements envers les titulaires de polices.

Dans le cadre de ses politiques de placement, la société utilise des produits dérivés, dont, principalement, des contrats prévoyant l'échange de flux monétaires (swaps) ainsi que des contrats à terme de gré à gré. Ces contrats ne sont pas utilisés à des fins spéculatives, mais à des fins d'appariement et de gestion des risques financiers. Ils visent notamment à atténuer le risque de crédit, de même que les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt, des devises et des marchés boursiers.

Les produits dérivés utilisés dans le cadre du programme de couverture du risque lié aux garanties de capital des fonds distincts exposent la société au risque de crédit en raison de la présence de contreparties impliquées dans ce programme. Comme indiqué précédemment, les institutions financières utilisées en contrepartie des produits dérivés doivent répondre à des critères bien établis et des ententes contenant des biens en garantie pour compenser quotidiennement les marges de variation, selon les normes et standards de l'industrie, ont été établies avec ces institutions de façon à limiter et à contrôler le risque de crédit.

Le risque de crédit peut par ailleurs survenir lorsqu'il y a une concentration des investissements dans des entités présentant des caractéristiques similaires, ou exerçant des activités dans un même secteur ou dans une même région géographique, ou lorsqu'un investissement important est effectué auprès d'une seule entité. Des renseignements supplémentaires sur le risque de concentration sont présentés à la note 7 des états financiers consolidés au 31 décembre 2019.

Les politiques de placement de la société visent à atténuer le risque de concentration en favorisant une saine diversification des investissements, en limitant l'exposition à un même émetteur et en recherchant une qualité d'émetteurs relativement élevée. Elles imposent notamment des limites par groupes d'émetteurs liés, par secteurs d'activité et par régions géographiques. Ces limites dépendent de la qualité du crédit des émetteurs.

La société dispose d'une politique de crédit spécifique aux placements privés, aux prêts commerciaux et prêts aux particuliers, qui prévoit l'attribution de cotes de crédit internes pour les placements n'ayant aucune cote de crédit attribuée par une agence de notation reconnue. La politique et les procédures en place établissent des critères de sélection et définissent les limites d'autorisation du crédit selon l'envergure et le degré de risque. Afin de gérer le risque de crédit lié à ces placements, la société peut exiger des sûretés, notamment pour les hypothèques immobilières, résidentielles ou commerciales.

Finalement, bien que les ententes de réassurance permettent à la société de récupérer auprès des réassureurs la portion cédée des demandes de règlement qui lui sont présentées, la société demeure responsable en premier lieu de ses engagements envers ses titulaires de polices et elle est par conséquent exposée au risque de crédit lié aux montants cédés aux réassureurs. Cette catégorie de risque inclut le risque d'assurance résiduel, le risque juridique, le risque de contrepartie et le risque de liquidité résultant des activités de réassurance. Pour limiter ce risque, la société applique les processus et critères prévus dans sa politique de gestion du risque lié à la réassurance tels que mener la revue diligente des réassureurs sélectionnés, limiter la concentration des risques et effectuer des tests de sensibilité.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité que la société ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour honorer ses obligations financières.

Ce risque est géré par l'entremise d'un appariement des éléments d'actif avec les engagements financiers et d'une gestion rigoureuse de la trésorerie. Par ailleurs, afin de maintenir un niveau approprié de liquidités, la société s'assure qu'une bonne proportion de ses éléments d'actif est détenue dans des titres facilement négociables.

L'utilisation des instruments dérivés nécessite l'envoi de titres en garanties à des chambres de compensation et aux contreparties d'instruments dérivés afin d'atténuer le risque de crédit. Des simulations sont effectuées afin de mesurer les besoins de liquidités qui pourraient survenir à la suite de chocs sur les taux d'intérêt et sur les marchés boursiers afin d'évaluer le niveau d'actifs liquides à maintenir pour satisfaire aux exigences.

En plus des besoins mentionnés précédemment, la société doit prévoir des liquidités supplémentaires en raison des possibilités de résiliation et de rachat des contrats et de pandémie. Plusieurs scénarios sont analysés afin de s'assurer que la société sera en mesure d'honorer ses engagements dans diverses situations de tension jugées très défavorables pour la société.

Pour assurer la surveillance du risque de liquidité, les dirigeants du Service des placements préparent mensuellement un rapport indiquant que la société aura la capacité de satisfaire à l'ensemble de ses engagements sur un horizon minimal de douze mois selon différents scénarios défavorables affectant les entrées et sorties de passifs, la liquidité des actifs, les besoins d'actifs en garantie et la capacité des canaux de liquidité. Ce rapport est transmis trimestriellement au comité de placement.

Compte tenu de la qualité de son portefeuille de placements, et malgré la volatilité des marchés financiers, la société juge que son niveau de liquidités actuel est adéquat.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel désigne le risque de perte résultant de lacunes ou d'erreurs attribuables aux processus, aux personnes, aux systèmes ou à des événements externes.

Ce risque existe dans toutes les sphères d'activité de la société. Il peut être lié à la conformité réglementaire, à l'information financière, aux ressources humaines, à la fraude, à la protection des données, aux technologies et à la sécurité de l'information, à l'exécution des processus, aux relations d'affaires avec les clients, à des événements externes ou, encore, aux ententes contractuelles avec des fournisseurs. L'impact pour la société en cas de réalisation de l'un de ces risques peut notamment prendre la forme de pertes financières, de perte de position concurrentielle ou d'une atteinte à la réputation. En plus des mitigations réalisées par la gestion des risques sur l'ensemble des procédures et processus, le plan de continuité lié à une cellule de crise prédéfinie permet de réduire ce risque résiduel.

Pour gérer le risque opérationnel, la société met l'accent sur des pratiques de gestion proactives en s'assurant que des contrôles internes efficaces et appropriés sont mis en application et en déployant un personnel compétent et bien formé à tous les échelons. La société s'assure en outre de réviser ses politiques et de resserrer ses normes, lorsqu'approprié, afin de tenir compte de l'évolution de ses activités et de son environnement.

De plus, par son cadre de gestion intégrée des risques et son cadre de gestion du risque opérationnel, la société rend imputable chaque gestionnaire en lui demandant de confirmer le respect aux procédures en place, la façon dont ce respect aux procédures est vérifié ainsi que la mise à jour des politiques et procédures. Les risques pouvant survenir sont également évalués et quantifiés ainsi que les mesures pour gérer les risques les plus importants.

Risque de non-conformité réglementaire – La société est assujettie à la réglementation applicable dans les provinces et les territoires du Canada et dans les États où elle exerce ses activités; elle est également supervisée par des organismes de réglementation.

Le risque de non-conformité réglementaire découle de la possibilité que la société ne se conforme pas aux exigences réglementaires auxquelles elle est assujettie et qui sont en vigueur là où elle exerce ses activités.

À cet égard, la société s'est dotée d'une *Politique de gestion des risques réglementaires* de laquelle découle un programme de gestion des risques réglementaires. Le chef de la conformité est chargé de coordonner ce programme au sein de la société et de veiller à ce qu'il soit mis en œuvre et appliqué dans les différents secteurs d'activité.

Pour veiller à la saine gestion du risque de non-conformité réglementaire, la société utilise une méthodologie axée sur l'identification, l'évaluation et la quantification des risques et la mise en place de contrôles pertinents, efficaces et efficaces dans ses activités courantes. Dans son évaluation du risque de non-conformité réglementaire, la société tient compte des impacts potentiels, notamment l'incidence possible sur ses activités et sur sa réputation.

La société effectue la vigie des nouveaux risques réglementaires. Ceux-ci sont communiqués aux secteurs d'activité concernés afin de s'assurer que les contrôles nécessaires au respect de toute nouvelle loi ou directive sont mis en œuvre au moment opportun. De manière plus générale, la société met d'ailleurs l'accent sur une communication soutenue pour rappeler à ses employés l'importance des enjeux liés au respect des lois et des règlements.

Information financière – La société maintient de plus un programme d'évaluation continue des contrôles afin d'émettre l'attestation exigée par les autorités de surveillance quant à l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires de la société (attestation relative au Règlement 52-109). En vertu du programme, les dirigeants de chaque secteur d'activité évaluent et testent les contrôles existants dans leur secteur. Une équipe désignée vérifie ensuite la qualité des contrôles et la conclusion de l'évaluation des gestionnaires. Un rapport sommaire est soumis annuellement au comité d'audit qui rend compte des résultats de l'évaluation au conseil d'administration. L'attestation à l'égard de l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires est déposée trimestriellement dans la forme prescrite par les autorités réglementaires. Cette attestation est disponible sur SEDAR et sur le site Internet de la société.

Ressources humaines – La compétence des ressources humaines est un facteur essentiel dans la mise en œuvre des stratégies commerciales et de la gestion des risques opérationnels. À cet égard, la société dispose d'un code de conduite professionnelle, de politiques, de bonnes pratiques ainsi que de processus bien définis en matière de rémunération, de recrutement, de formation, d'équité en emploi et de santé et sécurité au travail. Conçues de manière à attirer et à retenir les meilleurs candidats à chacun des échelons de l'organisation, ces politiques sont maintenues à jour. La société se préoccupe par ailleurs de la qualité de vie des employés, notamment en offrant des programmes qui font la promotion d'un mode de vie sain ou en adoptant diverses mesures destinées à améliorer le cadre de travail.

Protection des renseignements personnels – Les défis à relever sont nombreux avec l'utilisation des technologies émergentes. Si l'analytique des données permet d'assurer un meilleur service auprès des clients, la croissance de données disponibles et les risques qui les entourent exigent une prise en charge par l'ensemble des acteurs au sein de la société. Les risques liés aux renseignements personnels sont multiples et peuvent aller de l'utilisation non éthique des données recueillies au vol d'identité, que ce soit par divulgation accidentelle ou par piratage. Tous ces différents risques sont mitigés par une saine gouvernance entourant le cycle de vie de toute donnée sensible. Une sensibilisation continue de tous les employés et partenaires permet, en outre, de maintenir un haut niveau d'engagement à cet égard. Le tout appuyé par une attention accrue portée à la sécurité des dispositifs. La société a mis en œuvre des codes de conduite et s'efforce de respecter des normes éthiques et morales élevées, en plus de satisfaire à toute exigence légale à ce sujet. Elle continue d'innover au chapitre des outils ou des pratiques pour mieux protéger l'ensemble de ses partenaires.

Technologies de l'information et de la communication et cybersécurité – Des technologies de l'information et de la communication (TIC) fiables, sécuritaires et performantes sont essentielles pour une exécution réussie du processus d'affaires. La société porte une attention particulière à cet aspect. Un plan complet vise à contrôler le risque de défaillance des TIC et permet de diminuer les risques. Il s'appuie sur les meilleures pratiques et les normes reconnues relatives aux technologies de l'information. La gestion de ces risques fait l'objet de révisions régulières afin de l'adapter à l'évolution des technologies, des règlements et aux besoins de la société.

L'évolution des besoins d'affaires dans le marché de l'assurance et des services financiers accélère le recours aux applications en ligne, aux technologies mobiles et à l'infonuagique. Il s'ensuit une augmentation des risques liés à la cybersécurité parce que l'élaboration et la mise en place de mesures préventives efficaces sont difficiles à maintenir au même niveau que le rythme de progression des attaques du marché. Les techniques de cybercriminalité sont changeantes, sophistiquées et proviennent de sources de plus en plus nombreuses : virus, programmes malveillants, dénis de service, hameçonnage, rançongiciels, exfiltrations, etc.

Les conséquences potentielles pour les entreprises vont de l'interruption de services, en passant par l'accès non autorisé à des renseignements personnels ou de l'information sensible, jusqu'au vol d'actifs ou de propriété intellectuelle. Il peut en découler de l'atteinte à la réputation, des litiges, et d'autres impacts.

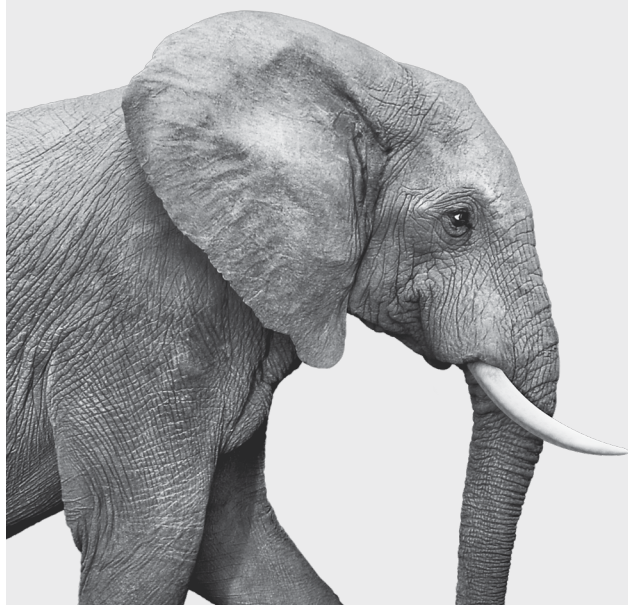
Afin de mitiger les risques liés à la cybersécurité, la société a établi et maintient en permanence un bilan de ses risques de sécurité, au fil de l'évolution des cybermenaces, des contremesures et des exigences réglementaires. La société s'est dotée d'un cadre d'autorité de la sécurité de l'information numérique qui précise les rôles et responsabilités en matière de cybersécurité. Elle a aussi approuvé un programme d'investissement dans la cybersécurité, y compris des politiques, des procédures et des moyens technologiques afin de prévenir, de détecter et de résorber les menaces contre ses actifs et ses activités. Ces mesures sont complétées par de la sensibilisation et de la formation en sécurité de l'information dispensées à tous les employés de la société. Finalement, la société dispose d'une assurance contre le cyberrisque.

Gestion de crise – La structure de gestion de crise pour la continuité des affaires de la société couvre l'ensemble des risques potentiels auxquels elle peut être confrontée, dont le risque lié à l'occupation physique des lieux et aux interruptions de service en cas de catastrophe naturelle, de cyberattaque, de pandémie ou de tout autre type de catastrophe. La société a notamment mis en place un vaste plan de continuité et instauré des procédures dans ses principaux bureaux d'affaires afin de minimiser les délais d'attente précédant la reprise des services. Ce plan de continuité et ces procédures sont examinés et testés régulièrement.

La société s'est dotée d'un plan détaillé de communication qui vise à protéger l'image de marque de la société en situation de crise et à rassurer le public quant à sa capacité à gérer une telle situation. Ce plan établit les stratégies de communication à privilégier en situation de crise, en vue notamment d'informer le public des causes et des conséquences de la crise, des procédés mis en place pour la résoudre et des mesures prises pour diminuer le risque qu'une situation semblable se reproduise. De plus, une vigie des médias sociaux couvrant l'ensemble des activités de la société est effectuée sur une base continue. Un rapport concernant cette vigie est produit annuellement et un registre des plaintes sur les réseaux sociaux est maintenu.

iA Groupe financier

1080, Grande Allée Ouest
C. P. 1907, succursale Terminus
Québec (Québec) G1K 7M3
Téléphone : 418 684-5000
Sans frais : 1 800 463-6236



ON S'INVESTIT, POUR VOUS.

iA Groupe financier est une marque de commerce et un autre nom sous lequel **iA Société financière inc.** et l'**Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.** exercent leurs activités.

ia.ca